

Document

Articles de presse d'août 2012

Table des matières

France

Politique

- France-Bahreïn : quand François Hollande reçoit un dictateur. (09.08)
- Appel à faire cesser l'agression contre la Syrie et à refuser la participation de la France à celle-ci. (20.08)
- La France, victime de son allégeance aux USA. (22.08)
- Le traité budgétaire européen exige un vrai débat démocratique. (29.08)

Social

- Air France dénonce des accords d'entreprise des hôtesses et stewards. (09.08)
- La dégringolade de l'intérim, mauvais présage de plus pour l'emploi. (15.08)

International

Politique

- Le Venezuela étrenne son adhésion au Mercosur par un accord qui en augure d'autres. (01.08)
- Israël. Préparatif de guerre contre l'Iran. (13.08)
- Syrie : des vidéos montrent des rebelles jetant des corps d'un toit. (14.08)
- "*L'Arabie saoudite doit être décrite comme une dictature*". (14.08)
- Syrie: une chimère made in USA. (15.08)
- L'Equateur accorde l'asile politique à Julian Assange. (17.08)
- Al Jazeera, la défaite de l'information arabe. (19.08)
- Tunisie: le patron de la chaîne des Guignols locaux va en prison. (26.08)

Social

- Espagne : rébellion de médecins. (09.08)
- Des milliers d'épargnants espagnols ruinés par des produits toxiques. (09.08)
- Espagne: taxer les élèves apportant leur repas, une idée qui scandalise. (13.08)
- Portugal : récession et chômage record. (15.08)
- Opel va recourir au chômage partiel dans sa plus grosse usine (17.08)
- Esclavage moderne ? Les conditions de vie effroyables des équipages des navires de croisière. (20.08)
- En Afrique du Sud, la misère cerne les mines de platine. (24.08)
- Le président péruvien trébuche sur une mine d'or. (25.08)
- Unilever se prépare à un «*retour de la pauvreté*» en Europe. (28.08)
- Il faut renforcer la mobilité des travailleurs européens. (28.08)

Economie

- Madrid face à une fronde des régions qui menace sa crédibilité. (02.08)
- Italie. La plus grande usine sidérurgique d'Europe menacée de fermeture. (14.08)
- Quand les escrocs en col blanc gouvernent impitoyablement, sans foi ni loi. (27.08)
- Le scandale de l'Euribor – Complicités entre banquiers et gouvernements sur l'art de ruiner les citoyens. (27.08)

Un article de l'AFP du 31 juillet 2012

Le Venezuela étrenne son adhésion au Mercosur par un accord qui en augure d'autres. (01.08)

Après six ans d'attente, le Venezuela a célébré mardi au Brésil son entrée au sein du Mercosur en signant une promesse d'achat de 20 avions au Brésilien Embraer, révélant un fort potentiel d'échanges entre le pays pétrolier et le marché commun du cône sud-américain.

Le président vénézuélien Hugo Chavez s'est déclaré "*très intéressé*" par la perspective de "*sortir du modèle pétrolier*" qu'offre selon lui cette adhésion au sein du bloc créé en 1991 et qui comprend le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay (actuellement suspendu).

Peu auparavant, il avait signé avec le Brésil un accord portant sur l'achat de 20 avions commerciaux au constructeur brésilien Embraer, d'une valeur de 900 millions de dollars.

Le contrat prévoit la livraison d'ici à la fin de l'année de six premiers appareils de type E-190 pour un montant de 270 millions de dollars. Il inclut également 14 options d'achat pour des appareils du même modèle.

Cet accord, négocié depuis décembre 2011, est le premier de ce type signé entre les deux pays, après la vente avortée au Venezuela d'appareils militaires Supertucano, de fabrication brésilienne.

L'entrée dans le Mercosur de ce pays disposant des plus importantes réserves de pétrole au monde a été approuvée fin juin après la suspension du Paraguay, à la suite de la destitution de l'ex-président paraguayen Fernando Lugo le 22 juin dernier. Le Sénat du Paraguay bloquait l'intégration du Venezuela depuis 2006.

Lors de ce sommet extraordinaire à Brasilia, M. Chavez a reçu des témoignages de bienvenue de ses pairs brésilienne Dilma Roussef, argentine Cristina Kirchner et uruguayen José Mujica.

Mme Roussef a salué l'arrivée de ce nouveau membre devant la presse, estimant que désormais, après "*les quatre pays les plus riches du monde, les Etats-Unis, la Chine, l'Allemagne et le Japon, le Mercosur constituait la cinquième économie mondiale*".

Selon elle, l'adhésion du Venezuela érige cette union douanière en "*puissance énergétique et alimentaire mondiale*", alors que son homologue argentine a vu dans ce bloc renforcé un nouveau "*pôle de pouvoir*".

De son côté, M. Chavez a salué une nouvelle opportunité de développer l'agriculture, l'industrie et le tourisme dans son pays.

"*Le Mercosur représente sans aucun doute la plus grande locomotive existante pour préserver notre indépendance et accélérer notre développement global*", a-t-il estimé.

Avec le Venezuela, le PIB du Mercosur va représenter 83,2% de la richesse produite sur le continent sud-américain et sa population 270 millions de personnes (soit 70% de la population continentale).

Le Venezuela, dont l'économie est largement étatisée, sera officiellement membre du Mercosur à partir du 12 août prochain, mais aura jusqu'en 2016 pour se mettre en conformité avec les règles commerciales du bloc, ont décidé les ministres des Affaires étrangères du marché commun lors d'une réunion lundi soir à Brasilia.

Le Brésil espère néanmoins que d'ici à 2013, le Venezuela aura intégré les règles générales de fonctionnement du Mercosur et abaissé ses barrières douanières, selon une source du ministère brésilien de Affaires étrangères.

La forte demande vénézuélienne en biens de consommation et alimentaires devrait bénéficier au Brésil et à l'Argentine, gros producteurs de denrées comestibles, et dans une moindre mesure à l'Uruguay.

Un article de l'AFP du 1er août 2012

Madrid face à une fronde des régions qui menace sa crédibilité. (02.08)

Furieuses de se voir imposer par Madrid un seuil d'endettement jugé intolérable, plusieurs régions espagnoles, dont la Catalogne et l'Andalousie, mènent une fronde qui menace la crédibilité du gouvernement, pourtant pressé de donner des gages à l'Europe.

"*La Catalogne et l'Andalousie dynamitent la stratégie de Rajoy contre le déficit*" du pays, résumait mercredi le journal de centre-droit El Mundo, alors que l'Espagne tente de convaincre ses alliés européens qu'elle va réduire sa dette et son déficit.

Le chef du gouvernement de droite, Mariano Rajoy, qui reçoit jeudi son homologue italien, Mario Monti, semble de plus en plus pris en tenailles: d'un côté les exigences de Bruxelles, qui pourrait devoir prêter plus à l'Espagne que les cent milliards d'euros déjà accordés aux banques, de l'autre, les régions étouffées par une cure d'austérité sans précédent.

Trop c'est trop, disent en chœur la Catalogne, qui compte pour environ 18% du PIB national, et l'Andalousie, la plus peuplée des 17 régions autonomes, qui pèse pour 13,5% du PIB de l'Espagne.

Ces deux poids lourds mènent la fronde contre les mesures gouvernementales annoncées mardi, visant à limiter la dette des régions à 15,1% de leur PIB cette année et à 16% en 2013.

La Catalogne, dirigée par la coalition nationaliste CiU, a boycotté la réunion avec le gouvernement et l'Andalousie, dirigée par la gauche, en a claqué la porte.

Deux régions plus petites, les Asturies et les Canaries, ont voté contre les mesures, dénonçant les efforts jugés trop lourds qui leur sont imposés.

"*C'est l'application des normes européennes*". "*Nous exigeons des régions ce que l'Europe exige de nous*", a souligné le ministre du Budget, Cristobal Montoro.

Car pour remettre de l'ordre dans ses finances publiques, l'Espagne devra obligatoirement imposer à ses régions, qui bénéficient d'un large degré d'autonomie, une stricte discipline budgétaire.

A elle seule, la Catalogne, au bord du gouffre financier et qui a annoncé mardi la suspension des subventions aux organismes sociaux, devrait accumuler plus du quart des 160,1 milliards d'euros de dette régionale prévus par le gouvernement en 2012.

Luttant farouchement pour préserver son statut d'autonomie, elle rechigne, malgré ses difficultés, à recourir au fonds d'aide de 18 milliards créé par Madrid et refuse le plafond de 22,81% de dette imposé pour cette année.

Même position du président socialiste d'Andalousie, José Antonio Grinan, qui a demandé à M. Rajoy de revoir l'objectif pour sa région de 12,07% d'endettement en 2012.

"*C'est une demande disproportionnée dont l'unique objectif est de faire plier*" les citoyens, a dénoncé la ministre andalouse de l'Economie, Carmen Martinez Aguayo, soulignant que pour sa région, le nouveau seuil supposerait de nouvelles coupes de trois milliards d'euros en 2013, dans les services de base que sont la santé et l'éducation.

"*L'insoumission n'est pas possible*", a réaffirmé mercredi la secrétaire d'Etat au Budget, Marta Fernandez Curras, brandissant la menace de sanctions.

Car "*le manque de cohésion interne est hautement préoccupant pour la crédibilité internationale de l'Espagne à un moment clef pour son économie et celle de la zone euro*", relève le journal catalan La Vanguardia.

Cette fronde tombe au plus mauvais moment, car les alliés de l'Espagne plaident auprès de l'Allemagne pour qu'elle accepte de voir la Banque centrale européenne (BCE) relâcher les cordons de la bourse et acheter de la dette de l'Espagne et de l'Italie, au moment où ces deux pays ont du mal à se financer.

D'autant que, selon les analystes de Renta4, *"l'Allemagne serait disposée à aider l'Espagne en réduisant la pression des marchés sur la dette, mais en échange de plus d'économies, principalement dans l'éducation et la santé"*, deux secteurs qui relèvent des compétences régionales et ont déjà largement payé depuis l'an dernier.

Un article de lepoint.fr du 7 août 2012

Espagne : rébellion de médecins. (09.08)

À partir du 1er septembre, les sans-papiers ne pourront plus être soignés gratuitement. Les médecins se mobilisent contre ce décret.

Près de 900 médecins ont signé un manifeste où ils s'engagent à "*continuer à soigner*" leurs patients en situation irrégulière dans le service public, en dépit du décret qui limitera en Espagne à quelques cas l'assistance universelle aux sans-papiers à partir du 1er septembre. "*Ma loyauté envers les patients ne me permet pas de manquer à mon devoir éthique et professionnel et de commettre un abandon*", explique le texte que 870 médecins avaient déjà signé sur Internet mardi.

En le ratifiant, ils entrent dans un réseau d'"*objecteurs de conscience*" lancé en juillet par la Société espagnole de médecine de famille et communautaire (semFYC), qui compte 19 500 médecins membres. Ils réagissent ainsi à une mesure controversée du gouvernement conservateur, engagé dans un effort de rigueur sans précédent pour tenter de réduire son déficit public jusqu'à moins de 3 % du PIB en 2014.

Plus accès au système gratuit de santé publique

À partir du 1er septembre, les immigrés en situation irrégulière n'auront plus accès au système gratuit de santé publique. Parmi les sans-papiers, seuls les urgences, pour maladie ou accident, le suivi de grossesse, accouchement et post-partum et l'assistance sanitaire aux moins de 18 ans seront assurés gratuitement. Cette décision, ajoutée à une mesure visant à limiter "*le tourisme sanitaire des Européens non-résidents disposant d'une assurance privée ou couverts dans leurs pays d'origine, permettra d'économiser environ un milliard d'euros par an*", ajoutait-il.

Comme en réponse au malaise des médecins, le ministère de la Santé a indiqué mardi qu'il travaillait à la création de "*conventions*" payantes qui permettront notamment aux citoyens non-européens "*d'être reçus dans le système public*", sans donner le détail des montants envisagés. Ce communiqué fait suite à une information publiée mardi par le journal El País, qui avance que les moins de 65 ans devraient payer 710,40 euros par an. Une somme qui bondirait jusqu'à 1 864,80 euros par an pour les plus âgés.

Un article de l'AFP du 6 août 2012

Air France dénonce des accords d'entreprise des hôtesses et stewards. (09.08)

Air France a dénoncé des accords d'entreprises à durée indéterminée régissant l'activité de ses hôtesses et stewards après le rejet d'un projet de gain de productivité, a-t-on appris lundi auprès de la direction et de syndicats, une dénonciation qui n'aura pas d'effet immédiat.

Dans un courrier, daté du 27 juillet, envoyé aux organisations syndicales, la direction de la compagnie française indique "*poursuivre le processus de dénonciation suspendu le temps de la négociation*" sur l'organisation du travail et les rémunérations du personnel navigant commercial (PNC).

Dix textes régissant notamment des indemnités ou les conditions d'hébergement pendant les escales, ont été dénoncés. Ils fixent entre autres des modalités d'application de dispositions figurant dans un accord collectif à durée déterminée qui lui ne peut être dénoncé avant le 31 mars 2013.

Ces accords et conventions à durée indéterminée continuent légalement de s'appliquer pendant une durée maximale de 15 mois après la dénonciation, sauf si un nouvel accord intervient avant ce terme et s'y substituent, précise la direction.

Concrètement, la direction ne peut "*pas toucher au temps de vol, à la rémunération, la productivité ni à la carrière avant avril 2013*", résume Franck Mikula, délégué du syndicat Unac.

Au printemps, Air France a tenté d'échafauder un nouveau projet collectif, ainsi qu'une refonte de deux protocoles d'accord (composition d'équipage et service à bord du moyen-courrier), avec en ligne de mire un gain de productivité de 20% pour sortir de ses difficultés financières.

La direction prévoyait notamment d'augmenter des heures de vol, sans hausse de la rémunération: 620 heures par an en moyen-courrier (contre 535 actuellement), 720 heures par an en long courrier (contre 680 actuellement).

L'Unac évoque une "*opération de nettoyage au lance-flamme du socle contractuel des PNC d'Air France*" et s'inquiète, en particulier, de la dénonciation de l'accord sur l'embauche de PNC étrangers à l'Union européenne (qui donnait l'obligation d'embaucher ces navigants en CDI et de les baser à Paris, rendant obligatoire le paiement des cotisations sociales en France).

"*Nous voulons maintenir la politique contractuelle. Nous préférons arriver à des accords, même s'ils sont parfois inférieurs à ceux que nous avons avant, mais au moins nous créons des périodes de stabilité d'une certaine durée plutôt que des règlements qui peuvent changer à n'importe quel moment*", dit M. Mikula

L'Unac et le SNPNC-FO demandent la réouverture de négociations, ce que la direction refuse pour le moment, estimant que les syndicats ont eu le temps de négocier au même titre que les personnels au sol et les pilotes.

En cas de refus persistant de la direction, "*on sera obligés de se lancer dans une épreuve de force*", prévient M. Mikula, selon qui d'ici fin août, l'Unac pourrait déposer un préavis de grève.

Dans le cadre d'un plan de restructuration du groupe Air France-KLM dont l'objectif est d'économiser 2 milliards d'euros à l'horizon 2015, Air France a décidé de réorganiser le travail de ses personnels (filiales comprises) afin d'augmenter leur productivité pour retrouver de la compétitivité.

Un article de lepoint.fr du 6 août 2012

France-Bahreïn : quand François Hollande reçoit un dictateur . (09.08)

Le président de la République a accueilli en catimini le roi Hamed de Bahreïn, dont le régime étouffe dans le sang la révolte de sa population.

Le colonel Kadhafi, Bachar el-Assad..., le perron de l'Élysée croyait la page des dictateurs arabes invités en France tournée. Deux mois après son accession à la tête de l'État, François Hollande semble pourtant perpétuer la tradition présidentielle, en secret. C'est en catimini que le "*président normal*" a reçu le 23 juillet dernier le roi de Bahreïn, Hamed ben Issa Al Khalifa, à la tête d'une dynastie sunnite au pouvoir depuis deux cents ans. En effet, aucune mention sur l'agenda élyséen, aucune alerte à la presse ne sont venues annoncer cette visite de premier plan. "*Cette rencontre était à l'évidence une réception officielle*", signale au Point.fr Jean-Paul Burdy*, professeur d'histoire à l'Institut d'études politiques de Grenoble, qui relate l'affaire sur son site. Ce spécialiste de Bahreïn en veut pour preuve le fait que le roi a été accueilli à l'aéroport par la garde républicaine française.

Pourquoi un tel silence ? Il faut dire que Bahreïn n'est pas n'importe quel pays. Cela fait un an et demi que le royaume réprime dans le sang la révolte chiite : la communauté majoritaire de ce minuscule État de 1 230 000 habitants (dont 550 000 nationaux) exige du pouvoir sunnite des élections libres et la fin des discriminations à son égard. Selon Amnesty International, au moins 60 personnes ont été tuées depuis mars 2011, après que l'Arabie saoudite a dépêché sur place un millier de ses soldats pour réfréner toute velléité révolutionnaire.

Un tweet donne l'alerte

Ironie du sort, c'est justement par un tweet (relayé par le Figaro.fr) qu'une journaliste politique de l'Agence France-Presse, accréditée à l'Élysée, s'est chargée de donner l'alerte, le 23 juillet à 11 heures du matin. Évoquant une "*visite-surprise*", en tout cas "*pour les journalistes AFP*", elle joint à son texte une photo montrant François Hollande aux côtés du roi Hamed ben Issa Al Khalifa, sur le perron de l'Élysée. Quelques heures plus tard, la présidence de la République explique que l'entretien a porté sur la situation en Syrie ainsi que sur "*le risque de prolifération des armes de destruction massive*". Autrement dit sur le dossier nucléaire de l'Iran, pays que Manama accuse de fomenter les troubles à Bahreïn.

Le lendemain, c'est Laurent Fabius qui reçoit son homologue bahreïni Khalid ben Ahmed al-Khalifah. Celui-ci annonce que la France va aider Bahreïn à mettre en oeuvre des réformes judiciaires ainsi que des mesures en faveur de la liberté de la presse et des droits de l'homme, rapporte l'AFP. De son côté, le Quai d'Orsay indique que le chef de la diplomatie française a "*encouragé les autorités bahreïnies à poursuivre leurs efforts pour permettre un apaisement durable des tensions que connaît le royaume*".

Des tensions qui, pourtant, restent extrêmement vives. Durant tout le mois de juillet, les forces de sécurité ont arrêté plus de 240 personnes alors qu'une centaine d'autres ont été blessées dans des heurts avec la police, selon le principal groupe de l'opposition chiite, Al-Wefaq. Deux semaines avant la visite du roi en France, l'opposant emblématique Nabeel Rajab a été condamné à 3 mois d'emprisonnement pour avoir critiqué dans un tweet le Premier ministre bahreïni, et oncle du roi, Cheikh Khalifa. "*Des manifestations ont lieu en permanence dans les quartiers chiites périphériques de Manama*", indique pour sa part Jean-Paul Burdy, selon qui "*le régime n'est pas menacé, mais la situation pas normalisée non plus*". Le 1er août, l'ONG des Médecins pour les droits de l'homme (PHR) a ainsi condamné l'utilisation par le gouvernement bahreïni de grenades lacrymogènes dans un but létal. Dans un rapport, le directeur adjoint de PHR affirme que des tirs de grenades lacrymogènes visent "*directement des civils dans leur voiture, dans leur maison, ou dans d'autres espaces fermés où les effets toxiques sont exacerbés*".

Coopération sécuritaire ?

S'il demeure la principale cible des manifestants de la Perle (place centrale de Manama, NDLR), le roi Hamed, au pouvoir depuis dix ans, s'inscrit-il pour autant dans la lignée des Muammar Kadhafi et autres Bachar el-Assad ? "*Absolument pas*", insiste Jean-Paul Burdy. "*La répression est bien moins sanglante à Bahreïn et le roi n'en est sans doute pas l'acteur principal*." Conscient de l'impasse politique que traverse son pays, Hamed ben Issa Al Khalifa a bien tenté d'accorder des concessions à l'opposition. Il a notamment

mis sur pied en juin 2011 une commission d'enquête internationale indépendante sur les incidents qui ont frappé le pays trois mois plus tôt. Le rapport qui en a découlé dénonce un *"usage excessif et injustifié de la force"* du régime.

Problème : l'appareil sécuritaire reste entre les mains du puissant Premier ministre Cheikh Khalifa, véritable chef de l'État depuis près de cinquante ans. *"Ce qui est certain, c'est que le roi Hamed est aujourd'hui le dirigeant d'un régime répressif"*, souligne le spécialiste du royaume. Voilà qui expliquerait pourquoi l'Élysée s'est contenté d'un *"service minimum"* pour la venue du souverain. Pas de journalistes, pour ne pas s'attiser de foudre médiatique, mais aussi pour ne pas accorder au royaume une vitrine internationale, ce dont il a aujourd'hui grand besoin pour sa propagande intérieure. Si le *"silence radio"* français s'est révélé efficace, il a été trahi par la presse bahreïnie, qui a surexploité à l'excès la visite royale en capitale occidentale.

Le *"message"* de la France

Surtout, l'agence de presse officielle BNA a apporté ses propres précisions sur la future coopération entre les deux pays. À l'en croire, les opposants bahreïnis ont de quoi s'inquiéter : outre la presse, la collaboration concernerait *"les domaines politique, de la défense, de l'éducation, de la culture et de la technologie"*. Une perspective qui a suscité l'inquiétude de six associations de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International, la Fédération internationale des droits de l'homme et Human Rights Watch. Dans une lettre commune rendue publique le 2 août, les ONG appellent François Hollande à *"indiquer clairement que la France déplore l'échec de Bahreïn dans la mise en oeuvre des recommandations les plus importantes de la commission d'enquête indépendante de Bahreïn, à savoir la libération des personnes emprisonnées pour l'unique exercice de leurs droits à la liberté d'expression et de rassemblement pacifique"*.

Contactée par le Point.fr, une source proche du dossier affirme que les deux pays ont simplement discuté de la possibilité de créer une haute autorité s'intéressant à l'ensemble des relations entre les deux pays. *"C'est seulement lorsque le comité sera mis en place que les domaines de coopération seront formalisés"*, ajoute-t-elle. Interrogée sur le bien-fondé d'un tel rapprochement, étant donné la répression en cours à Bahreïn, la source précise que ce genre de collaboration est un moyen pour Paris de faire passer à Manama le *"message selon lequel la France soutient le processus des réformes entreprises dans le pays"*.

Un article de lexpansion.com du 8 août 2012

Des milliers d'épargnants espagnols ruinés par des produits toxiques. (09.08)

Les Etats-Unis ont eu les subprimes. L'Espagne découvre les "*participations préférentielles*", des titres très complexes et très risqués qui ont siphonné l'épargne de 710 000 familles.

Les "*participations préférentielles, c'est le scandale du siècle en Espagne*": Inocencio Merino, ouvrier à la retraite, se dit victime, comme des centaines de milliers d'autres, de "*l'escroquerie*" de la vente des produits financiers à risques que le gouvernement va réformer.

Depuis l'annonce du sauvetage public de Bankia en avril, qui a précipité une aide européenne au secteur bancaire espagnol de cent milliards d'euros au maximum, les plaintes de petits épargnants s'accumulent, ruinés par des "*produits toxiques*". Parmi ces actifs aux noms rébarbatifs, vendus à tout va depuis la crise, les "*participations préférentielles*", titres très complexes et risqués, remportent la palme: 710.000 familles sont concernées sur environ un million de foyers touchés par les produits risqués, selon l'association des usagers des banques Adicae, qui a déjà reçu plus de 30.000 plaintes.

"*Au total, 30 milliards de ces produits toxiques ont été vendus depuis 1999, dont quelque 26 milliards sont des participations préférentielles*", explique Javier Contreras, un responsable de l'Adicae. Les banques y ont vu l'avantage de faire apparaître un bilan de fonds propres "*renforcé*". Le client s'est lui retrouvé avec "*son épargne totalement immobilisée dans un produit à vie, devenant un actionnaire sans droit de vote*". Et sans avoir été informé des risques comme l'exige la norme européenne Mifid, dénonce l'Adicae.

Une épargne volatilisée

Bankia, produit de la fusion d'anciennes caisses d'épargne, concentre, avec la CAM et Novagalicia, la grande majorité des plaintes en cours. Inocencio, ancien ouvrier métallurgiste de 68 ans, a placé ses économies, 12.000 euros, dans des participations préférentielles de CajaMadrid (Bankia) en septembre 2010, faisant confiance à sa banque de "*toda la vida*", de toujours. "*C'est un placement sûr qui rapporte 7% et vous pourrez récupérer votre argent en 2014, m'a dit ma banque*", raconte-t-il. "*Je ne savais même pas que j'avais acheté des participations préférentielles. Ils m'ont parlé d'actifs financiers*", se souvient-il, totalement abattu.

"*Mes parents n'ont pas de bagage scolaire. Ma mère voulait un produit sans risque. On leur a dit qu'ils récupèreraient leur argent en 2014 mais c'était uniquement verbal*", regrette sa fille, Magdalena, employée au chômage de 43 ans. "*Ils ne les ont même pas appelés!*" pour les prévenir que le versement des intérêts s'interrompait et qu'ils ne pouvaient pas récupérer leur argent pour l'instant à cause des problèmes de Bankia, s'insurge-t-elle. Comme pour les autres, "*la forme de commercialisation a été irrégulière pour manque d'information, abus de confiance*", affirme Javier Contreras.

Ce "*camouflage est particulièrement flagrant au vu du grand nombre d'épargnants d'âge très avancé (80-90 ans). Au point que l'autorité boursière espagnole a dû publier un note d'information en avril 2009*", rappelle l'Adicae. "*Il y a des produits de caractéristiques similaires dans d'autres pays européens, mais le problème qui se pose en Espagne c'est la vente massive à des personnes non qualifiées, avec des irrégularités dans la commercialisation*", renchérit l'association espagnole des actionnaires minoritaires des entreprises cotées (AEMEC).

Elle dénonce aussi "*le manque de supervision de la Banque d'Espagne*". Des épargnants ont obtenu leur remboursement total devant la justice tandis que les associations dénoncent les produits d'échange proposés par les banques mais souvent avec de fortes décotes. Face à ce scandale et sous pression de l'Union européenne, le ministre de l'Economie Luis de Guindos a annoncé pour fin août "*une nouvelle régulation de la commercialisation des produits complexes, comme les participations préférentielles*". Reste qu'Inocencio, comme des milliers d'autres petits épargnants, s'attend au pire: "*Ma femme pense qu'on a tout perdu*".

Un article du figaro.fr du 12 août 2012

Israël. Préparatif de guerre contre l'Iran. (13.08)

(Titre du figaro.fr : *Israël accélère ses préparatifs de défense.*)

Les dirigeants multiplient les déclarations martiales et l'armée redouble d'activité.

Une atmosphère de veillée d'armes règne en Israël. La plupart des journaux font leur une sur une possible et imminente attaque contre des installations nucléaires iraniennes. L'armée distille des informations sur l'accélération des préparatifs de défense pour faire face aux représailles iraniennes qui ne manqueraient pas de suivre une offensive israélienne. Le gouverneur de la Banque d'Israël, Stanley Fischer, reconnaît l'existence d'un plan d'urgence pour l'économie en temps de guerre. Quant à Benyamin Nétanyahou, le chef du gouvernement, et Ehoud Barak, le ministre de la Défense, ils multiplient les déclarations martiales sur une «*option militaire*» à laquelle l'État hébreu pourrait recourir dès cet automne, sans le feu vert explicite des Américains.

Cette brusque montée de tension se reflète dans les sondages: 37 % des Israéliens estiment qu'un nouvel Holocauste est possible si l'Iran parvenait à se doter de l'arme nucléaire. Les médias relaient, il est vrai, des informations ayant de quoi sérieusement inquiéter la population. Un exemple: le quotidien Haaretza cité récemment des estimations de responsables du ministère de la Défense prévoyant qu'une attaque de missiles de l'Iran et du Hezbollah libanais, allié de Téhéran, provoquerait la mort de quelque 300 civils.

Construction d'installations souterraines

Les militaires sont sur le qui-vive. «Nous devons nous préparer à combattre sur plusieurs fronts à la fois», affirme le général Benny Gantz, le chef d'état-major. Détail important: le plus haut gradé est, selon tous les médias, hostile à une offensive israélienne contre l'Iran, de même que les dirigeants actuels du Mossad, et Shimon Pérès, le président.

Pour contrer ces oppositions, Benyamin Nétanyahou proclame haut et fort que «*dans une démocratie, c'est aux dirigeants politiques de décider et aux militaires d'exécuter*». Il a également rappelé qu'en 1981 Menahem Begin, premier ministre de l'époque, avait rejeté les objections des militaires et des services de renseignements et donné l'ordre de détruire une centrale nucléaire construite par la France près de Bagdad.

Sur le terrain, l'armée met effectivement les bouchées doubles. Les batteries de missiles antimissile disséminées sur le territoire israélien vont être équipées dans les prochaines semaines d'un nouveau système améliorant leurs capacités d'interception en vol. Par précaution, les militaires ont décidé de répartir les stocks de munitions dans un plus grand nombre de bases afin que les pertes soient limitées en cas d'attaques ciblées de missiles. L'armée a également emmagasiné dans des usines civiles des dizaines de milliers de rations alimentaires de combat et d'autres équipements.

Les militaires ont aussi amélioré le réseau de routes logistiques afin que les troupes sur le front, notamment le long de la frontière avec le Liban et la Syrie, puissent être ravitaillées à temps. Pour compléter le tout, le ministère de la Défense a donné son feu vert à la construction de trois installations souterraines qui abriteront des stocks d'armes, de munitions, de carburants et des pièces détachées. L'ensemble sera fortifié afin de résister à des explosions de missiles.

Complément lepoint.fr du 12 août : Israël teste une alerte SMS en cas d'attaque de missiles.

L'armée israélienne a annoncé le lancement dimanche d'un test à l'échelle du pays d'un système d'alerte par le biais de messages SMS destinés à prévenir la population civile en cas d'attaques de missiles.

Selon les médias, cet exercice est destiné à préparer la défense de la population civile à d'éventuels tirs de missiles ou de roquettes de la part de l'Iran ou du Hezbollah libanais, qui pourraient suivre une attaque israélienne contre les installations nucléaires iraniennes. Ce scénario continuait à faire dimanche les gros titres d'une partie de la presse israélienne.

Un article de l'AFP du 12 août 2012

Espagne: taxer les élèves apportant leur repas, une idée qui scandalise. (13.08)

L'idée fait sauter au plafond les parents d'élèves et l'opposition de gauche: certaines grandes régions d'Espagne comme Madrid, Valence et la Catalogne, en pleine chasse au déficit, veulent autoriser les élèves à apporter leur repas à l'école, mais en les faisant payer.

Ces régions affirment qu'il s'agit d'offrir pour la première fois aux enfants la possibilité de venir avec leur panier-repas. En échange, les familles verseraient une participation, qui pourrait atteindre jusqu'à trois euros, afin de couvrir les frais d'entretien et de surveillance du réfectoire.

"Ce qui va se faire, c'est permettre aux centres scolaires de donner leur feu vert à l'entrée des +tupperware+ à l'école", explique Ignacio Gago Fornells, porte-parole du ministère de l'Education de la région de Madrid.

"Jusqu'à aujourd'hui ce n'était pas permis en Espagne, sauf dans des cas exceptionnels" comme les allergies alimentaires, résume-t-il.

Dans la région de Madrid, environ 40% des 324.000 élèves des 791 écoles publiques sont rentrés déjeuner chez eux durant l'année 2011-2012.

L'idée, selon ces régions, est donc de permettre aux parents d'économiser en ces temps de grave crise et de chômage record qui touche un actif sur quatre.

"Inadmissible!", s'insurge Jesus Maria Sanchez, président de la Confédération espagnole des associations de pères et mères d'élèves (Ceapa).

Car pour lui, *"ce qui se cache derrière, c'est la volonté d'en finir avec les aides publiques fournies aux élèves qui en ont besoin"* et *"le démantèlement de l'école publique"*.

La région de Madrid reconnaît que ses bourses pour la cantine vont passer de 29 millions d'euros pour l'année 2011-2012, à 16 millions d'euros pour la prochaine année scolaire.

Le gouvernement de Catalogne a annoncé fin 2011 qu'il réduisait de 3,7 millions d'euros sa contribution aux aides à la restauration scolaire. Cette région, où le repas quotidien est l'un des plus chers (jusqu'à 6,20 euros), a annoncé la première qu'elle ferait payer jusqu'à 3 euros l'accès au réfectoire.

Valence jure, elle, que, malgré les coupes budgétaires, elle va maintenir cette aide qui *"est l'un des investissements les plus importants de la région, avec plus de 70 millions annuels et 80.000 élèves qui bénéficient d'une aide à 100%"*.

Il s'agit pour elle de soutenir les 50% d'élèves qui n'ont pas de bourse et dont les parents veulent faire des économies sur un repas qui coûte 4,25 euros par jour, la participation envisagée ne devant pas dépasser 1,45 euro.

Miquel Soler, un responsable socialiste de la région de Valence, comme la Ceapa, n'y croit pas du tout.

Pour lui, *"le gouvernement attaque les secteurs les plus défavorisés et ne protège absolument pas les principes de base comme garantir que personne n'abandonne les études pour des raisons économiques"*.

De plus, le panier-repas pose un double problème, relève Jesus Maria Sanchez: la conservation des aliments et l'obésité chez l'enfant. Une inquiétude partagée par des médecins.

"Je ne crois pas qu'il y ait la possibilité de conserver les aliments réfrigérés dont a besoin un enfant en pleine croissance", dit le Dr Maria Isabel Lopez Diaz-Ufano, de la Semergen, une organisation des médecins.

Redoutant le repas facile comme le sandwich, elle met en garde contre ce repas déséquilibré et dangereux, soulignant "*la prévalence en termes d'obésité juvénile*" en Espagne.

Selon une étude européenne publiée en mai par l'Université de Saragosse, 34% des enfants espagnols âgés de 10 à 12 ans sont en surpoids et parmi eux, 8 % sont obèses.

L'Espagne est ainsi au-dessus de la moyenne européenne en terme de surpoids (30%) et en deuxième position ex-aequo avec la Slovaquie, derrière la Grèce (50% en surpoids et 20% d'obèses), qui détient le record européen.

Commentaire.

Qui va payer les 100 milliards d'euros versés aux banquiers ? La réponse est ici.

Un article de l'AFP du 13 août 2012

Italie. La plus grande usine sidérurgique d'Europe menacée de fermeture. (14.08)

(Titre de l'AFP : *Ilva: tous les recours envisagés contre une fermeture du site*)

La direction de l'usine Ilva de Tarente (sud), la plus grande aciérie d'Europe, et le gouvernement utiliseront "*tous les recours possibles*" pour éviter la fermeture du site alors que la justice locale a ordonné l'interruption de l'activité pour "*catastrophe environnementale*".

Une centaine d'ouvriers ont bloqué lundi matin pendant trois heures la route nationale 7, artère reliant la ville de la région des Pouilles au reste de l'Italie, en signe de protestation contre le risque de fermeture de l'usine, selon les médias.

Les ouvriers ont annoncé peu après la fin de cette manifestation la possibilité d'une nouvelle action collective mardi.

Au même moment, le patron d'Ilva, Bruno Ferrante, un ex-préfet chargé de gérer l'entreprise dans cette phase difficile, rencontrait les représentants des autorités territoriales et les syndicats "*pour faire le point sur la situation*".

"*Des recours seront déposés auprès de toutes les instances possibles contre la décision du juge*", a déclaré à l'issue de cette réunion Mimmo Panarelli, secrétaire général de Fim, syndicat des ouvriers de la sidérurgie.

Vendredi soir, la juge Patrizia Todisco a envoyé une notification à Ilva lui interdisant de continuer la production dans le secteur "*à chaud*" (hauts-fourneaux, cokerie), se basant sur des rapports ayant démontré une surmortalité anormale à Tarente liée au rejet de grandes quantités de polluants dont la dioxine.

Les dirigeants de la plus grande usine sidérurgique d'Europe, qui produit à elle seule 9 des 28 millions de tonnes d'acier fabriquées annuellement en Italie et emploie 11.500 salariés (auxquels s'ajoutent plus de 8.000 emplois induits), sont visés par une procédure judiciaire pour "*catastrophe environnementale*".

Lundi dans la matinée, le gouvernement italien a de son côté annoncé son intention de déposer un recours devant la Cour constitutionnelle pour éviter la fermeture de la plus grande aciérie d'Europe.

"*Nous demanderons à la Cour Constitutionnelle de vérifier qu'un de nos pouvoirs n'ait pas été violé : celui consistant à mener la politique industrielle*", a expliqué le Secrétaire à la présidence du Conseil, Antonio Di Pietro dans une interview à Radio Uno.

Pour M. Di Pietro, la décision d'un juge de Tarente de mettre sous séquestre les installations "*à chaud*" de la plus grande aciérie d'Europe dans le cadre d'une enquête pour catastrophe environnementale, est "*disproportionnée*".

L'interruption de la production de l'Ilva serait "*gravissime pour l'économie nationale*", s'est inquiété ce haut responsable, alors que le gouvernement a alloué récemment plus de 330 millions d'euros à la dépollution et la remise aux normes de l'usine de Tarente.

Mario Monti a décidé d'envoyer une mission ministérielle sur place le 17 août formée des ministres du Développement économique Corrado Passera, de l'Environnement Corrado Clini et de la Justice Paola Severino.

Le 2 août, des milliers de salariés soutenus par les trois grands syndicats italiens avaient manifesté à Tarente pour réclamer le maintien de leur emploi, préférant, comme l'avait déclaré l'un d'eux, "*mourir de cancer que de faim*".

Un article lepoint.fr et AFP du 13 août 2012

Syrie : des vidéos montrent des rebelles jetant des corps d'un toit. (14.08)

Trois vidéos de scènes horribles ont été publiées sur YouTube. Elles n'ont pas pu être authentifiées ni datées.

Des vidéos particulièrement horribles montrant des rebelles syriens jetant des corps du toit d'un bâtiment ou égorgeant sauvagement un homme ont circulé lundi sur Internet et suscité l'indignation des ONG des droits de l'homme et de militants. Ces trois vidéos postées sur YouTube, qui n'ont pas pu être authentifiées ni datées et qui semblent avoir été tournées dans la région septentrionale d'Alep, montrent aussi un homme assassiné froidement.

Régime et rebelles, qui s'opposent depuis 17 mois en Syrie, sont accusés de violations des droits de l'homme et de meurtres. Le chef de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) Rami Abdel Rahmane a indiqué que si ces vidéos étaient authentifiées, il condamnerait fermement ces "atrocités". L'un des documents montre une foule hurlant "Allah Akbar" (Dieu est le plus grand) en se rassemblant autour de plusieurs corps gisant sur la chaussée avant que trois autres victimes ne soient jetées du toit d'un bâtiment.

"Ce sont les héros d'al-Bab qui sont dans le bâtiment de la poste", assure le vidéaste, et lorsque le premier corps est jeté, la foule crie "c'est un chabbi" (un milicien progouvernemental). Les faits se déroulent dans la ville d'al-Bab, au nord d'Alep, près de la frontière avec la Turquie, mais il n'a pas été possible d'obtenir la date de cette scène atroce. Dans une autre vidéo amateur, un homme, les yeux bandés et les mains liées dans le dos, essaie de résister alors qu'un groupe le force à s'allonger sur la chaussée. "Je préfère qu'on le tue par balle"

Les combattants lui crient "Assieds-toi !" et l'un d'eux crie : "Je préfère qu'on le tue par balle", mais un autre lui rétorque : "Non, tais-toi !" Alors que des gens crient aussi "Allah Akbar", un homme apparaît avec un petit couteau, l'égorge et son sang se répand sur la chaussée. "C'est le sort de tous les chabbihas et ceux qui soutiennent Bachar (al-Assad)", assure le cameraman. Ce dernier ajoute "Hamdoulillah" (louange à Dieu) et demande à l'égorgeur de s'arrêter, ce qu'il ne fait pas. "Bachar, c'est le sort de ton armée et de tes chabbihas", ajoute le cameraman.

Dans le troisième clip, tourné à Azaz dans la province d'Alep, un homme portant une barbe est sorti d'une voiture avec les mains attachées derrière le dos et jeté à terre. Un homme tire sur lui avec un pistolet et un autre l'achève avec un fusil mitrailleur. Ils tirent sur lui à plusieurs reprises et la victime meurt face au sol. "Si cette vidéo est authentifiée, ces atrocités portent atteinte à la révolution. Cela bénéficie au régime et aux ennemis de la révolution à l'intérieur et à l'extérieur" de la Syrie, a souligné Abdel Rahmane.

Commentaire.

Voilà la pourriture immonde que Hollande, Cameron, Obama, soutiennent et arment via le Qatar, l'Arabie Saoudite, Israël et la Turquie. Ce sont eux qui les ont produits, voire la vidéo d'Hillary Clinton où elle avoue que ce sont les Américains qui ont créé Al-Qaïda notamment.

Les auteurs de ces massacres épouvantables ne méritent pas un procès, ils ne méritent pas non plus de vivre un jour de plus, je serais d'avis de les liquider sur le champ, à ce niveau de barbarie, il n'est plus question de droit ou de valeurs, ils sont irrécupérables, il faut en prendre acte et prendre la décision qui s'impose.

Commentaires d'internautes.

1- "Comme c'est bizarre !

Alors qu'on explique depuis des mois que ces rebelles sont des enfants de choeur qui défendent le petit peuple des griffes du méchant Bachar-al-Assad..."

2- "Voilà que les médias occidentaux semblent découvrir le vrai visage des pseudos révolutionnaires qui opèrent en Syrie. Ces membres d'Al Qaeda, ces mercenaires à la solde du Qatar et de l'Arabie Saoudite ! Ce sont les mêmes qui ont sévi en Libye ! Tout ça avec le soutien actif de l'occident soi-disant bien-pensante, défenseur des droits de l'homme, de la démocratie et du droit des peuples à disposer librement d'eux-même !

Il n'y a pas si longtemps, émettre un doute sur les "bonnes" intentions de ces renégats, valait à son auteur une bordée d'insultes voire d'injures. Mais il semble que le vent soit en train de tourner et on commence à ouvrir les parapluies... Sauf que la Syrie mettra du temps à se remettre de cette guerre de déstabilisation ; mais j'espère qu'elle se souviendra de la duplicité des occidentaux dans cette affaire."

3- "Ce n'est pas nouveau hélas ! Ces innombrables bandes de barbares envahisseurs et sanguinaires opèrent de cette façon depuis 18 mois en terrorisant et massacrant civils et forces de l'ordre !"

4- Le plus terrible, c'est que ce genre de pratiques systématiques et généralisées depuis bien des mois, avaient toujours été (avec l'aide des médias occidentaux) mises sur dos du régime..."

J'ajoute un mot, c'est plus fort que moi.

Il y en a même parmi les partis dits ouvriers qui les renvoient dos-à-dos, qui les placent sur le même plan, participant ainsi à la propagande d'intoxication des gouvernements impérialistes qui agissent en sous-main en Syrie. Honte à eux !

Un article lepoint.fr du 13 août 2012

"L'Arabie saoudite doit être décrite comme une dictature". (14.08)

Deux ministres suédois ont parlé de Riyad en termes particulièrement peu politiquement corrects, lundi.

La ministre suédoise de la Défense Karin Enström a affirmé lundi que l'Arabie saoudite pouvait être qualifiée de "*dictature*", tandis que son collègue des Affaires étrangères Carl Bildt préférerait parler de "*monarchie absolue*". "*L'Arabie saoudite est un régime autoritaire et une monarchie absolue, où sont commises de graves atteintes aux droits de l'homme*", a écrit la ministre de la Défense dans un courrier électronique à l'agence de presse TT, transmis à l'AFP. "*Le gouvernement (suédois, NDLR) ne classe pas les pays du monde en démocraties ou dictatures, mais s'il est seulement possible de décrire l'Arabie saoudite comme une démocratie ou une dictature, alors l'Arabie saoudite doit être décrite comme une dictature*", a-t-elle poursuivi.

La ministre, membre comme le Premier ministre du parti conservateur, avait été très largement critiquée car elle refusait de qualifier le régime de Riyad de dictature, préférant parler, comme lundi matin à la radio publique SR, d'un "*régime très autoritaire*". Pour sa part, le chef de la diplomatie suédoise Carl Bildt a indiqué lundi sur Twitter : "*J'ai l'habitude de décrire l'Arabie saoudite comme une monarchie absolue.*"

Partenariat commercial

Le prédécesseur de Mme Enström avait démissionné fin mars après des semaines de controverses sur un contrat passé avec l'Arabie saoudite pour la construction d'une usine d'armement. Ce contrat, qui fait actuellement l'objet d'une enquête, "*repousse les frontières de ce qui est faisable par les autorités suédoises*", car il s'agit d'une aide à un régime "*dictatorial*", estime la radio SR, qui a révélé l'affaire. L'Arabie saoudite est depuis longtemps le partenaire commercial le plus important de la Suède en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Les exportations suédoises vers le pays se sont élevées à quelque 12 milliards de couronnes (1,48 milliard d'euros) en 2011, selon le ministère des Affaires étrangères. La Suède a exporté en 2011 des armes pour une valeur de 13,9 milliards de couronnes et l'Arabie saoudite a été son deuxième meilleur client.

Commentaire.

Ce qui n'empêche pas la Suède de leur vendre des armes, l'argent n'a pas d'odeur, sauf celle celle du pétrole, du gaz, etc., et éventuellement celle du sang de leurs victimes.

Ce sont tous les Etats ou micro-Etats du Golfe qu'il faut qualifier de dictatures, de régimes ploutocratiques, de monarchies dégénérés, barbares après avoir adopté la charia. Que dire des Emirats Arabes Unis et du Qatar qui sur la carte du monde ne sont pas plus grands qu'un confetti et devant lesquels Fabius et Hollande se prosternent ?

Un article de lexpress.fr du 14 août 2012

Syrie: une chimère made in USA. (15.08)

Deuxième journée de notre reporter en Syrie. Où l'on croise le chef autoproclamé d'une fantomatique "Armée de libération syrienne", quelque part dans la province d'Idleb...

Le voilà enfin. Il a surgi à la mi-journée d'un minibus blanc, au pied de cette colline aride et rocailleuse, non loin des vestiges romano-byzantins de Baouda. Sanglé dans un uniforme vert olive à la coupe castriste, vierge de toute breloque, mais coiffé de la casquette assortie. Ce sera d'ailleurs là l'unique concession à la sobriété de Haytham Qdemati, alias Abou Saïd. Car pour le reste, le fondateur de la fantomatique "*Armée de libération syrienne*" (ALS), tout juste débarqué des Etats-Unis, où il vit depuis 32 ans, en fait des tonnes. L'intéressé prétend notamment fédérer par la seule force de son verbe une rébellion terriblement fragmentée, mosaïque de factions rivales. La silhouette replète, la courte barbe grise taillée avec soin, le visage rosi par la chaleur et l'effort consenti pour atteindre la première tente, fraîchement dressée, du poste avancé de sa force virtuelle : tout chez ce jeune quinquagénaire, ancien ingénieur reconverti dans l'analyse du risque financier, tranche sur l'allure rugueuse des gaillards du comité d'accueil, teint mat et faciès anguleux.

L'échange qui s'engage ne dissipera en rien ce hiatus. Didactique, enjoué, l'Oncle d'Amérique gratifie l'embryon de l'ALS, un rien décontenancé, d'une conférence de géopolitique appliquée. Sourd aux murmures, l'orateur aggrave son cas lorsqu'il avance que la Syrie de l'après-Bachar vivra en paix avec tous ses voisins, y compris, "*et je ne crains pas de le nommer*", Israël. "*Très intéressant tout ça, objecte enfin un géant barbu. Mais ce que nous voulons savoir, c'est de quels armements tu nous doteras et quand. Si tu peux nous équiper, on sera avec toi. Sinon...*" Abou Saïd ne désarme pas -ce serait le comble- pour autant. Il argumente, élude, flatte, bombarde son auditoire de promesses. Sans pour autant désamorcer une perplexité polie, mais désormais palpable.

Dieu qu'elles paraissent incongrues à cet instant, les prophéties claironnées la veille par l'un de ses assistants. Lequel prédisait une pluie de dollars et un rassemblement de 3000 volontaires, prélude à un "*changement de cap stratégique*" pour l'insurrection syrienne. "*Demain, jurait-il, nous donnerons une semaine à Bachar al-Assad pour s'effacer*". Gageons que le rais honni en a tremblé d'effroi. A vrai dire, on a dénombré autour des quatre tentes de la caserne de toile de l'ALS, plantées à 20 minutes de marches d'ici, à peine 80 combattants. Pourvus il est vrai de drapeaux maison tout neufs, mais dont guère plus d'un bon tiers arboraient un fusil d'assaut d'âge respectable. La plupart d'entre eux, figurants d'un show où il n'y avait rien à voir, vaincus par le cagnard et les rigueurs du Ramadan, avaient d'ailleurs quitté les lieux avant même l'arrivée du bienfaiteur transatlantique. Si ce dernier a quelque peu tardé, c'est qu'il a peiné à pénétrer sur le sol natal: retenu un temps par les garde-frontières turcs, il sera ensuite refoulé au poste de Bab al-Hawa, avant de se résoudre à emprunter un passage clandestin... Deux mois auparavant, Abou Saïd avait essuyé un autre échec: flanqué d'un "*général américain à la retraite*", il avait vainement prié une demi-douzaine de dignitaires villageois d'héberger en leur royaume sa troupe de rêve, sur le site initialement choisi.

Qu'à cela ne tienne. Au gré d'un monologue torrentiel, et à coups de slogans made in USA, le natif d'Alep nous révèle la formation imminente d'un gouvernement transitoire dont nul n'a entendu parler depuis lors. Il revendique aussi sans sourciller 42000 à 45000 recrues - "*on arrivera à 60000 sous peu*"-, réparties sur tout le territoire. Parmi elles, paraît-il, des chrétiens, des Druzes et même une poignée de djihadistes en cure de désintoxication idéologique. L'Armée syrienne libre, tenue d'ordinaire pour la locomotive de la rébellion? "*Une coalition disparate et incohérente, sans structure ni planification*." L'assaut final? "*Une affaire de semaines. Je viens de nommer un chef d'état-major et un directoire politique*." L'argent? "*Je n'en ai pas beaucoup. Difficile d'en collecter aux Etats-Unis, où les autorités privilégient la nébuleuse des Frères musulmans. Mais plusieurs gouvernements européens m'ont promis leur concours dès lors que j'aurai uni la résistance et écarté tout risque d'anarchie ultérieure*." Lesquels On ne le saura jamais. Quant aux moudjahidine islamistes, Abou Saïd en fait son affaire, en toute modestie. "*Je suis assez doué pour rallier en douceur les plus radicaux. Nous les absorberons par la persuasion. Inutile d'aller au clash*." Qu'on se le dise: la Syrie nouvelle sera démocratique, pacifique, ouverte, civilisée. Un modèle d'Etat de droit, inspiré par les valeurs occidentales. D'ailleurs, chacun sait qu'il n'y a, entre la Constitution américaine et la loi islamique, que des "*divergences infimes*".

Etrange personnage que ce prêcheur, emprisonné et torturé à l'en croire dès l'âge de 18 ans par les séides d'Hafez al-Assad (le père de l'autre), cofondateur en 2005 "*à Washington DC*" d'un très confidentiel Conseil

national syrien, comme étonné de se retrouver "*au sommet de cette montagne désolée, au milieu de nulle part*", loin de la Caroline du Nord, son dernier domicile connu, et de ses cinq enfants. Au mieux, un utopiste. Au pire, un mégalomane et, grommelle un rebelle dépité, "*un escroc*". Expert en décryptage des risques, Abou Saïd a-t-il au moins estimé le coût de celui qu'il prend en suscitant ainsi des espoirs chimériques?

Un article de l'AFP du 14 août 2012

La dégringolade de l'intérim, mauvais présage de plus pour l'emploi. (15.08)

Avec près de 60.000 emplois rayés de la carte en un an, le secteur de l'intérim a atteint en juin son plus bas niveau depuis mai 2010, une dégringolade de mauvais augure pour un marché du travail déjà sinistré, qui traduit aussi une flexibilité et une précarisation accrues.

Le travail temporaire, auquel a notamment recours l'industrie (45% des effectifs), est réputé précurseur des évolutions du marché de l'emploi.

Selon Pôle emploi, le secteur accusait en juin un repli de 9% sur un an, recensant 605.200 emplois, soit 59.600 de moins qu'un an plus tôt. Et les chiffres provisoires de l'Insee publiés mardi parlent de près de 20.000 emplois détruits pour le seul 2e trimestre.

"L'intérim conserve une légère avance sur le cycle économique, mais cet effet s'est atténué. L'emploi est devenu plus flexible, les contrats plus temporaires et, de ce fait, il réagit beaucoup plus vite aux inflexions de l'activité", analyse Philippe Waechter, directeur de recherche chez Natixis Asset Management.

"L'ajustement se fait en premier lieu sur les emplois les plus précaires, intérim et CDD", renchérit Eric Heyer, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), qui souligne que *"les destructions d'emplois dans l'industrie tapent d'abord dans l'intérim"*.

Thèse accréditée par l'emblématique cas PSA Peugeot Citroën, où les intérimaires figurent au premier rang des salariés menacés par le plan social annoncé avec fracas en juillet.

Les syndicats redoutent ainsi la disparition de 1.500 postes à Poissy (Yvelines), alors que 300 intérimaires seront congédiés de l'usine de Sochaux (Doubs) en octobre, emboîtant le pas à 300 de leurs collègues remerciés en juin.

Après l'effondrement lié à la crise de 2008, l'emploi intérimaire avait connu un rebond, avant de se replier de façon quasi-continue depuis l'été 2011.

Entre mai 2011 et mai 2012, la baisse des effectifs serait, selon Le Prisme, qui regroupe 600 entreprises du secteur, de 11,7% dans le BTP, 11,5% dans l'industrie et 10,8% dans les services.

"L'absence de visibilité peut être un facteur déclencheur de l'intérim. Mais là, ce n'est pas le cas, il n'y a pas de visibilité et... pas de commandes. L'attentisme pré-élections se perpétue dans la période post-élections", déplore François Roux, délégué général du Prisme.

"Jusque dans les années 1990, il y avait peu d'intérimaires, dans les 200.000. Très vite, le volume est devenu très important, s'approchant des 700.000, faisant de l'intérim non plus un élément précurseur, mais bien un élément central du marché du travail", remarque Eric Heyer.

Pour l'économiste, cette évolution témoigne d'une *"flexibilisation et d'une précarisation"* concentrées sur une population, dessinant un marché du travail dual.

"Sur 20 millions d'embauches en 2011, deux tiers concernent des contrats de moins d'un mois", souligne ainsi M. Heyer.

"Ces trois dernières années, nous avons noté une progression très importante de nouveaux intérimaires, âgés de plus de 45 ans, en provenance d'entreprises ayant fermé, surtout de PME liquidées dans la construction navale, l'automobile, l'agro-alimentaire...", relate André Fadda, de l'Union syndicale de l'intérim CGT.

"La grande majorité ont des contrats à la semaine et les périodes de chômage entre deux missions, de plus en plus longues, ne font qu'aggraver la situation", raconte le syndicaliste.

Compte tenu du contexte économique difficile ces derniers mois, "*l'intérim n'a pu jouer pleinement son rôle de tremplin vers l'emploi durable*", admet Le Prisme.

Bien au contraire, la part des intérimaires n'a fait qu'augmenter parmi les nouveaux inscrits chez Pôle emploi, progressant de 10,2% entre juin 2011 et juin 2012.

Un article lepoint.fr du 14 août 2012

Portugal : récession et chômage record. (15.08)

Le Portugal s'est enfoncé dans la récession au deuxième trimestre tandis que le chômage a atteint un taux record, une situation qui mine les efforts du gouvernement de centre droit pour redresser une économie sous perfusion internationale depuis plus d'un an. Selon une estimation de l'Institut national des statistiques (Ine), publiée mardi, l'économie s'est contractée au deuxième trimestre de 1,2 % par rapport au trimestre précédent et de 3,3 % sur un an, alors que le gouvernement a prévu un recul de 3 % sur l'ensemble de l'année. Dans le même temps, le chômage a continué de progresser, atteignant le taux record de 15 % après 14,9 % au trimestre précédent. Récession et chômage sont en grande partie les conséquences de la potion d'austérité imposée depuis mai 2011 au Portugal par ses bailleurs de fonds, l'Union européenne et le Fonds monétaire international en échange d'un plan de sauvetage de 78 milliards.

Réaction du gouvernement

Le gouvernement de centre droit a respecté les prescriptions de ses créanciers et procédé notamment à des diminutions de salaires des fonctionnaires et des hausses d'impôts tout en mettant de nombreux ministères, notamment ceux de la Santé et de la Culture, à la portion congrue. Les mauvais chiffres de l'économie portugaise interviennent alors que la "troïka" des bailleurs de fonds du Portugal (UE-FMI-BCE) doit procéder à la fin du mois d'août à sa cinquième évaluation des mesures de rigueur mises en oeuvre par le gouvernement du Premier ministre, Pedro Passos Coelho. Les précédentes se sont conclues sur des satisfecit, mais les créanciers du pays ont à chaque fois souligné que le pays restait confronté à de "sérieux défis". L'opposition de gauche a pressé M. Passos Coelho d'obtenir de la "troïka", soit une nouvelle aide, soit des délais supplémentaires, afin de respecter les objectifs qu'elle a fixés au pays, en particulier de ramener le déficit budgétaire à 4,5 % à la fin de l'année.

Mais le Premier ministre s'est révélé inflexible, affirmant qu'il ne demanderait ni l'un ni l'autre, soucieux avant tout que son pays soit considéré comme "*le bon élève*" de la zone euro. La crise qui perdure et frappe en particulier l'Espagne, principal partenaire économique du Portugal, risque toutefois d'avoir un impact négatif. L'Ine a ainsi expliqué que l'aggravation de la récession était due non seulement à une diminution de la demande intérieure, mais aussi à un affaiblissement du rythme de croissance des exportations que le gouvernement considère désormais comme le principal moteur de son économie. Les exportations, selon l'Ine, ont augmenté de 6,8 % au second trimestre, alors qu'elles s'étaient accrues de 11,5 % au trimestre précédent. "*Le comportement des exportations et l'effort des entreprises pour trouver de nouveaux marchés sont fondamentaux afin d'éviter une aggravation de la récession*", a estimé l'analyste Paula Gonçalves Carvalho dans une note envoyée à l'AFP.

Chômage

Outre la récession, le chômage, qui ne cesse de croître, est devenu la principale préoccupation du gouvernement, qui n'a toujours pas trouvé la parade et encourage parfois ses concitoyens à chercher fortune à l'étranger. Le gouvernement estime toutefois que la réforme du Code du travail, entrée en vigueur en août, devrait à terme porter ses fruits. Cette réforme vise à accroître la compétitivité du travail en assouplissant les horaires et les critères de licenciement tout en supprimant des congés et des jours fériés. Mais la persistance du chômage risque d'accroître le mécontentement social, même si jusqu'à présent il est très loin d'avoir atteint des niveaux semblables à ceux d'autres pays européens, Grèce et Espagne en particulier. Alors que 49 préavis de grève ont été déposés depuis juillet, des arrêts de travail ont commencé dans les principaux ports du pays et devraient, à partir de mercredi, toucher également les transports.

Un article de Reuters du 16 août 2012

L'Equateur accorde l'asile politique à Julian Assange. (17.08)

L'Equateur a accordé jeudi l'asile politique à Julian Assange au lendemain de la menace du gouvernement britannique de procéder à l'arrestation du fondateur du site WikiLeaks dans l'ambassade d'Equateur à Londres où il est retranché depuis deux mois.

L'annonce a été faite par le ministre équatorien des Affaires étrangères, Ricardo Patino. Selon lui, l'extradition de Julian Assange vers un pays tiers sans les garanties requises est probable et tout indique qu'il ne bénéficierait pas d'un procès équitable s'il était transféré aux Etats-Unis.

"C'est une décision souveraine conforme au droit international. Cela n'a aucun sens de présumer qu'elle entraînera une rupture des relations (avec le Royaume-Uni)", a ajouté Ricardo Patino lors d'une conférence de presse à Quito.

Dans un communiqué publié sur le réseau social Twitter, Julian Assange a qualifié cette décision de l'Equateur de *"victoire historique"*.

"Ce n'est pas la Grande-Bretagne ou mon pays natal, l'Australie, qui se sont levées pour me protéger de la persécution, mais un pays d'Amérique latine courageux et indépendant", a-t-il écrit.

Le ministère britannique des Affaires étrangères s'est dit *"déçu"* de la décision de l'Equateur, mais a promis d'extrader Julian Assange. *"En vertu de la loi, M. Assange ayant épuisé tous les recours, les autorités britanniques sont dans l'obligation de l'extrader vers la Suède. Nous allons nous conformer à cette obligation"*, a déclaré un porte-parole du Foreign Office.

"Le Royaume-Uni ne reconnaît pas le principe d'un asile diplomatique", a indiqué à la presse le ministre britannique des Affaires étrangères William Hague.

À Stockholm, le ministère suédois des Affaires étrangères a dit avoir convoqué l'ambassadeur d'Equateur. *"L'Equateur a interrompu de manière inacceptable la procédure judiciaire suédoise et a entravé la coopération judiciaire européenne"*, a déclaré Anders Jorle, porte parole du ministère.

Londres avait menacé mercredi de pénétrer de force dans la mission équatorienne, où des heurts ont éclaté entre forces de l'ordre et partisans d'Assange. Mais William Hague a assuré jeudi qu'il n'y avait aucun risque que l'ambassade soit prise d'assaut.

En revanche, le Royaume-Uni pourrait utiliser une loi peu connue de 1987, adoptée dans la foulée de l'agression d'un policier britannique devant l'ambassade libyenne à Londres, pour retirer à l'ambassade d'Equateur son statut diplomatique.

Cette menace de Londres a suscité les critiques d'un de ses anciens diplomates. *"Je crois que le Foreign Office va un peu au-delà de ses prérogatives"*, a déclaré à la BBC l'ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou Tony Brenton.

"Si l'on permet à des gouvernements d'annuler arbitrairement l'immunité et de pénétrer dans les ambassades, alors la vie de nos diplomates et leur habilité à exercer normalement leurs activités dans des endroits comme Moscou, où j'étais en poste, ou la Corée du Nord, deviennent presque impossibles", a-t-il ajouté.

L'Equateur, qui se range dans le bloc de gauche latino-américain, a demandé une réunion des ministres des Affaires étrangères de la région ainsi que de l'Organisation des Etats américains (OEA) pour soutenir sa position.

Informés de la décision de Quito, des partisans de Julian Assange rassemblés devant l'ambassade ont laissé éclater leur joie. *"Le peuple uni ne sera jamais vaincu!"*, ont-ils scandé.

Selon la BBC, Julian Assange, après avoir appris que sa demande d'asile était accordée, a remercié le personnel de l'ambassade pour son soutien et ajouté : "*Les choses vont devenir plus stressantes à présent.*"

Un article de lexpansion.com du 16 août 2012

Opel va recourir au chômage partiel dans sa plus grosse usine (17.08)

La constructeur automobile allemand envisage de mettre les employés au chômage partiel dans sa plus grande usine qui se trouve dans l'ouest de l'Allemagne. En Europe au premier semestre, les ventes d'Opel ont baissé de 15% par rapport à 2011.

La crise du marché automobile pousse le constructeur allemand Opel (filiale de General Motors) à envisager le recours au chômage partiel dans certaines de ses usines, dont son plus grand site de production, situé à Rüsselsheim. "*En raison de la dégradation du marché européen, la direction d'Adam Opel AG négocie actuellement avec le comité d'entreprise et (le syndicat) IG Metall sur le thème du chômage partiel et de la réduction du temps de travail à Rüsselsheim*", a déclaré jeudi le constructeur, confirmant des propos tenus au journal local Mainzer Allgemeine Zeitung. "*Le résultat des négociations est attendu d'ici peu*", a précisé Opel. "*Rien n'est encore décidé*", a souligné un porte-parole du groupe, contacté par l'AFP. Les salariés ont été informés mercredi de la nécessité du chômage partiel et de la réduction du temps de travail, a-t-il ajouté sans donner de détails sur les termes exacts des négociations.

Deux sites seraient concernés

Le site de Rüsselsheim, principale usine et siège social, qui produit les modèles Insignia et Astra, emploie 13 800 personnes, dont 3500 dans la fabrication et plus de 10 000 personnes dans l'administration, le design et le développement.

Interrogé sur l'usine de Kaiserslautern, qui selon le journal serait également concernée dans le futur par du chômage partiel, un porte-parole s'est refusé à tout commentaire. La production de l'usine de Kaiserslautern (composants et moteurs), qui emploie quelque 2700 personnes, est étroitement liée à celle de Rüsselsheim.

Les raisons d'une telle mesure

L'entreprise, en difficulté depuis des années, est confrontée comme les français PSA Peugeot Citroën et Renault, l'italien Fiat et l'américain Ford, à des problèmes de surcapacités. Ainsi qu'à la mauvaise forme du marché automobile européen. De nombreux constructeurs sont frappés par la baisse de leurs ventes sur le Vieux continent, en particulier dans le sud de l'Europe. Au cours des six premiers mois de l'année, les ventes d'Opel dans cette région ont reculé de 15% par rapport au premier semestre 2011.

Au-delà d'Opel et de ses problèmes spécifiques, d'autres industriels en Allemagne, à savoir Thyssenkrupp et la filiale dans le pays du français Alstom, ont annoncé récemment des mesures de chômage partiel.

Commentaire.

La "*nécessité du chômage partiel et de la réduction du temps de travail*" ne concerne que les actionnaires, la nécessité de la répartition du travail et de percevoir un salaire complet concerne les salariés de chez Opel ou ailleurs.

Tel devrait être le discours d'un syndicaliste ouvrier. Non négociable évidemment.

Un article de Slate.fr du 18 août 2012

Al Jazeera, la défaite de l'information arabe. (19.08)

Alors que la couverture de la révolution égyptienne par les chaînes d'informations Al Jazeera et Al Arabiya avaient été saluée pendant le printemps arabe, le traitement du conflit syrien par ces mêmes chaînes révèle des manquements aux standards journalistiques. (Un euphémisme presque risible ! - Note du site)

Sur le théâtre des opérations syrien, la guerre civile fait rage entre les loyalistes au régime et une myriade de factions rebelles, mais c'est une autre bataille qui se joue dans le monde des médias. Al Arabiya et Al Jazeera, les deux chaînes de télévision basées dans le Golfe et dominant le secteur des informations en langue arabe, cherchent désormais à contrer la propagande du régime de

Damas au risque, comme leur adversaire, de travestir la vérité.

En essayant de soutenir la cause des rebelles syriens, ces deux mastodontes ont abaissé leurs standards journalistiques, abandonné les vérifications factuelles les plus rudimentaires et délaissé leur sérieux au profit d'appels anonymes et de vidéos non authentifiées.

Al Jazeera et Al Arabiya ont été respectivement fondées par des membres des familles royales qatarienne et saoudienne, et leur manière de couvrir les événements en Syrie est un fidèle reflet des positions politiques de leurs bailleurs de fonds. Les deux chaînes charrient d'ailleurs énormément d'argent: Al Jazeera a été créée en 1996 grâce à une subvention de 150 millions de dollars émanant de l'émir du Qatar et, si on en croit Ipsos, les diverses chaînes de son réseau ont généré pas loin de 650 millions de dollars en 2010.

Pour Al Arabiya, l'histoire est comparable: la chaîne a été lancée en 2003 après un premier tour de table à 300 millions de dollars rassemblant des investisseurs du Golfe et du Liban autour de l'homme d'affaires saoudien Walid al-Ibrahim, beau-frère du feu roi Fahd.

Les véritables budgets annuels de ces deux chaînes ne sont pas connus, mais il est très probable qu'ils s'élèvent à plusieurs centaines de millions de dollars. A titre de comparaison, la bien plus modeste Alhurra, financée par le gouvernement américain, voit son coût de fonctionnement frôler annuellement les 90 millions de dollars.

Témoins oculaires et journalistes citoyens

Des ressources que ces chaînes ont largement entamé en couvrant le soulèvement syrien. Les publicités en prime-time ont été réduites, voire tout simplement supprimées, ce qui a de fait diminué leurs revenus. Au lieu de reportages soigneusement conçus, certains journaux télévisés reposent désormais quasi exclusivement sur les compte-rendus de «*témoins oculaires*», de «*journalistes citoyens*» et autres contenus audiovisuels récupérés sur YouTube.

Quand on ne parle pas l'arabe, regarder ces chaînes et leur manière de traiter des événements en Syrie fait penser au iReport de CNN – la demie-heure d'émission mensuelle et interactive sur le journalisme citoyen – sauf que cela dure plusieurs heures, plusieurs fois par jour. Il n'est pas rare de zapper sur l'une de ces deux chaînes et de tomber, pendant les vingt premières minutes d'un journal télévisé, sur des activistes syriens – certains ayant des antécédents assez suspects – basés soit à l'intérieur soit à l'extérieur de la Syrie et rapportant, via Skype, des événements censés s'être déroulés à plusieurs centaines, voire des milliers de kilomètres de là.

S'il arrive qu'Al Arabiya et Al Jazeera commentent directement ce qui se passe en Syrie, les chaînes ont tendance à minimiser les défauts des rebelles et à mettre en avant les lignes de faille religieuses du conflit. L'une des plus grandes maladroites des deux chaînes a peut-être été d'offrir une tribune à l'extrémiste sunnite Adnane al-Arour qui, en parlant de la minorité syrienne alaouite, avait un jour déclaré que les sunnites devaient «*les faire passer dans un hachoir à viande et transformer leur chair en pâtée pour chiens*» pour les punir de leur soutien au président Bashar el-Assad. Si Al Arabiya a présenté «*le cheikh*» comme

«un symbole de la révolution», Al Jazeera a vu en lui «le principal instigateur pacifique de l'opposition au régime syrien».

La fuite du général Tlass dans les médias saoudiens

Mais c'est quand les enjeux politiques du conflit ont été les plus élevés que ces deux chaînes arabophones ont été les pires. Début juillet, le Général de brigade Manaf Tlass, ami intime de la famille Assad et fils d'un ancien ministre de la défense syrien, s'est enfui pour la France. Quelques semaines plus tard, il est sorti de son silence dans les médias saoudiens et s'est embarqué dans un pèlerinage religieux dans le royaume, tout en se présentant comme la solution aux problèmes d'unification de l'opposition syrienne en exil.

On nage en plein délire si on croit que les Syriens – qui ont payé leur combat contre la dictature baasiste par le sang de plusieurs milliers des leurs – accepteront de laisser un ancien proche du régime succéder à Assad.

Et c'est visiblement un tel scénario qu'Al Jazeera et Al Arabiya prennent non seulement au sérieux, mais appellent de leurs vœux. Au départ, les deux chaînes ont largement traité de la défection de Tlass, mais quand ce dernier a choisi de donner l'exclusivité de son témoignage aux médias saoudiens – Al Arabiya et le journal Asharq al-Awsat, entre autres – Al Jazeera lui a tourné le dos.

Pour Al Arabiya, le départ de Tlass – qui n'avait pourtant aucun pouvoir au moment de sa fuite – était un «coup sévère» porté aux cercles militaires syriens. La chaîne a aussi largement insisté sur les nombreux membres de sa famille qui s'opposaient au clan Assad, en oubliant de mentionner que son oncle Talal était actuellement le ministre de la défense syrien.

Le travail difficile des journalistes en Syrie

Évidemment, en Syrie, le travail de la presse est devenu un exercice extrêmement périlleux. De fait, le pays est l'endroit du monde le plus dangereux pour les journalistes, selon le Comité pour la défense des journalistes. Depuis le début du conflit, le régime n'a pas cessé d'emprisonner des blogueurs et des journalistes, et au moins 18 journalistes ont perdu la vie dans le pays depuis novembre. De plus, les journalistes qui sont autorisés à travailler en Syrie sont systématiquement accompagnés par des membres du régime.

Mais les difficultés bien réelles du journalisme en Syrie servent d'excuse aux deux chaînes et leur permettent de ne pas traiter les sujets qui contredisent leurs récits préférés. Partout ailleurs, par exemple, on a vu des articles remettre en question la crédibilité du très souvent cité Observatoire syrien des Droits de l'Homme, un organisme de l'opposition basé à Londres – mais Al Jazeera comme Al Arabiya n'ont pas touché à cette histoire.

De même, les journaux du monde entier ont souligné la présence de groupes terroristes en Syrie, y compris d'Al Qaida, parmi les combattants opposés au régime – mais cette éventualité n'est que rarement, si ce n'est jamais, mentionnée sur les chaînes arabophones.

Un traitement différent en anglais et en arabe

Les deux chaînes souffrent aussi d'une dichotomie à la Yasser Arafat – faisant référence à l'habitude du feu leader palestinien de moduler son discours selon ses interlocuteurs. Leur rhétorique diffère grandement selon leur langue de diffusion. Par exemple, Al Jazeera English et le site anglophone d'Al Arabiya ont tous deux parlé des combattants d'Al Qaida en Syrie, même si le sujet est aux abonnés absents sur leurs homologues arabophones, beaucoup plus influents. Par contre, ces chaînes ont fréquemment donné la parole à des personnalités qui réfutent de telles «insinuations».

Al Jazeera et Al Arabiya ne sont pas les seules à avoir compromis leur déontologie journalistique avec la Syrie. Des médias occidentaux comme le Guardian ont aussi été dupés par un auteur qui prétendait être une lesbienne de Damas et qui s'est révélé être un Américain vivant en Écosse. Le rédacteur en chef de BBC World News a d'ailleurs été très sévère envers le sensationnalisme des premiers compte-rendus sur un

massacre dans la ville de Houla, écrivant qu'«il est plus que jamais nécessaire de parler de ce que nous ne savons pas et de ne pas nous contenter de ce que nous savons».

Il va sans dire que l'autre camp ne mérite pas non plus le Pulitzer. Les organes de propagande iraniens ont récemment intensifié leur défense de leur allié baasiste, en publiant une série d'articles accusant le Qatar de financer le terrorisme et d'être partie liée avec Israël. Ces attaques médiatiques iraniennes ont fréquemment ciblé le gouvernement saoudien, mais ses coups portés au Qatar, pays avec lequel l'Iran partage l'un des plus grands gisements gaziers du monde, sont un phénomène nouveau.

Russia Today, dans ses versions arabophone comme anglophone, a elle aussi copié le ton des médias officiels iraniens, en se référant constamment aux opposants au régime comme à des terroristes ou des militants, tout en passant sous silence les atrocités commises par le régime. Comme l'Iran, Russia Today s'en est aussi pris au Qatar, l'accusant d'«être sur la même longueur d'onde que Washington».

Le biais d'Al Jazeera en faveur des Frères musulmans Mais c'est Al Jazeera qui a le plus perdu dans l'histoire, cette chaîne qui avait été suivie par des dizaines de millions de téléspectateurs arabes l'an dernier, en pleine apogée du Printemps arabe, et qui n'est plus désormais que l'ombre d'elle-même. Le mois dernier, après que j'ai écrit sur les biais de la chaîne en faveur des Frères musulmans égyptiens, plus d'une douzaine d'employés d'Al Jazeera m'ont confirmé ce fait par mail.

C'est une stratégie similaire qu'utilise Al Jazeera dans son traitement de la branche syrienne des Frères musulmans, présents dans les mouvements d'opposition nationales. La chaîne arabophone d'Al Jazeera vient d'attribuer son bureau syrien à Ahmed Ibrahim, frère d'Anas al-Abdah, membre du Conseil national syrien (CNS), largement dominé par les Frères musulmans. Ibrahim utilise un autre nom de famille afin de ne pas être associé à son frère.

Ce qui a comme conséquence, comme l'ont confirmé plusieurs sources proches d'Al Jazeera, que des analystes favorables aux Frères musulmans soient souvent invités sur les plateaux de la chaîne. Par exemple, un membre du CNS, Mohamed Aloush, que l'on voit souvent sur Al Jazeera, vient de publier une longue tribune sur le site de la chaîne pour expliquer que le nouveau traité rédigé par la branche syrienne des Frères musulmans apportait un «message d'assurance» au peuple syrien et que «rien de mieux n'avait été proposé».

Des raisons stratégiques de soutenir la chute d'Assad

Heureusement, les travers d'Al Jazeera et d'Al Arabiya sont de plus en plus critiqués. Fadi Salem, un spécialiste syrien des médias basé à Dubai a accusé les deux chaînes d' «offrir des sommes rondellettes aux anonymes les appelant avec des informations sur la Syrie» et de recycler des vidéos trouvées sur YouTube comme si elles avaient été tournées dans différentes parties du pays. «De nombreuses figures de l'opposition [actuellement en Syrie], mais qui ne regardent pas la politique étrangère de l'Arabie Saoudite ou du Qatar d'un œil favorable sont 'interdites d'antenne' sur les deux chaînes», m'a affirmé Salem.

Une partie importante du public d'Al Jazeera et d'Al Arabiya, horrifié par la violence du régime syrien, croit sans aucun doute qu'il s'agit réellement d'un combat du bien contre le mal. Mais pour les gouvernements saoudien et qatarien, le destin de la Syrie affecte directement leur avenir politique – ces pays ont des raisons personnelles ou stratégiques de vouloir voir la chute du régime d'Assad.

La fin probable de cette Syrie-là correspond à un nouveau chapitre dans l'histoire de la transformation structurelle de l'État arabe, une histoire qui a débuté avec la chute de Saddam Hussein en Irak et qui s'est continuée par celle d'Hosni Moubarak en Égypte. C'est une histoire tout simplement trop importante pour être laissée aux mains de groupes médiatiques qui n'ont que leurs petits intérêts en vue.

Sultan Al Qassemi (Sultan Al Qassemi est un commentateur politique basé aux Emirats arabes unis.)

Un article d'Atlantico.fr du 19 août 2012

Esclavage moderne ? Les conditions de vie effroyables des équipages des navires de croisière. (20.08)

Derrière les piscines, et les buffets à volonté des bateaux de croisière se cache le monde très dur des salariés qui travaillent plus de 65 heures par semaine pour seulement 600 euros par mois.

La croisière ne s'amuse plus. En fait, elle ne s'est même jamais vraiment amusée. Après le naufrage du Costa Concordia le 13 janvier dernier à proximité de l'île du Giglio en Italie, les questions de conditions de travail des marins des bateaux de croisière se sont de nouveau posées. Et les découvertes sont accablantes comme le révèle un article publié sur le site américain The Daily Beast.

Depuis les années 80, rien n'a donc vraiment changé. En 1987, une tribune publiait par le *New York Times* évoquait en effet déjà les conditions de travail extrêmement difficiles des membres d'équipage de bateaux de croisière.

Shannon J. Wall, président du syndicat travailliste National Maritime Union de 1973 à 1990, rappelait notamment que ces travailleurs étaient sous-payés pour une quantité de travail plus que conséquente. Les propriétaires de bateaux de croisières "*paient les membres d'équipage qui reçoivent des pourboires 50\$ par mois, et 150\$ ceux qui n'en reçoivent pas et qui travaillent pourtant 14 à 16 heures par jour, sans que ce soit considéré comme des heures supplémentaires*", expliquait-il ainsi dans les colonnes du célèbre quotidien américain, ajoutant qu'"*un tiers des bateaux de croisières sous-payait et forçait les marins à travailler beaucoup plus que ce qui était permis*" mais aussi que ces bateaux "*échouaient au teste sanitaire du service de santé publique des Etats-Unis, exposant donc les passagers à de graves maladies*".

Et tout le monde de s'indigner, sans pour autant que les choses ne changent vraiment.

Comme le rappelle le professeur en droit social à l'université de Nantes Patrick Chaumette interviewé par *L'Humanité* au début de l'année : "*si l'on veut accueillir un maximum de clients, il faut des prix défiant toute concurrence ; les coûts de fonctionnement de ces paquebots étant importants, il reste une seule variable d'ajustement : la masse salariale*".

Et les patrons l'ont bien compris, puisqu'en 30 ans, si le transport maritime a augmenté de 400%, son coût social a diminué de près de 40%.

Si les compagnies maritimes peuvent se permettre de payer si peu leurs salariés, c'est qu'elles sont très souvent immatriculées dans des pays qui offrent des conditions très peu contraignantes, en matière de fiscalité, de sécurité du navire mais surtout de droit du travail auquel est soumis l'équipage. C'est ce qu'on appelle plus généralement les pavillons de complaisance. En 2001, plus de 60% de la flotte mondiale de marine marchande naviguait notamment sous pavillon de complaisance.

La majorité des membres d'équipages proviennent donc des pays parmi les plus pauvres du monde, et plus particulièrement des Philippines. Ils sont recrutés dans leurs pays d'origine, et travaillent généralement sur ces bateaux plus de six mois, 65 heures par semaine, sans aucun congé. S'il existe des minima internationaux, ils concernent les marins brevetés maritimes, et en aucun cas le personnel hôtelier du bateau. Ce dernier, pour des heures de travail qui dépassent l'entendement, toucherait en moyenne 600 euros par mois.

De l'esclavage ? C'est ce qu'assurent en tout cas d'anciens salariés qui témoignent dans divers articles. Les membres d'équipage ne peuvent en effet pas vraiment s'échapper de ce cauchemar car ils paient au départ parfois 2000 dollars pour l'obtenir. Mais pour trouver cette somme de départ – un pactole pour des Indiens, Indonésiens ou Philippines pauvres – ils font des prêts aux taux d'intérêt énormes qu'il faut rembourser.

Une autre raison qui les pousse à accepter de telles conditions de travail : ils gagnent plus d'argent que s'ils restaient dans leurs pays d'origine. Par ailleurs, leurs dépenses restent très basses puisqu'ils n'ont pas à se charger du logement – des cabines qui dépassent rarement les 5 mètres carrés et qui sont cachées sous les ponts –, de la nourriture, mais aussi des soins dentaires et médicaux.

D'ailleurs selon Daily Beast, malgré ces conditions que beaucoup considèrent comme de l'esclavagisme, 80% de l'équipage résignent pour travailler sur ces bateaux. L'épuisement ne leur fait pas peur. Mais il devrait en revanche inquiéter les passagers.

Des membres d'équipage au bord du rouleau ont en effet plus de chances de tomber malade. Et sur un bateau, les virus et autres bactéries sont vite propagés.

Encore en février dernier, un bateau de croisière faisait état de près de 700 passagers et 24 membres du personnel atteints d'une bactérie.

Les travailleurs sont par ailleurs très mal formés aux mesures de sécurité, et la multitude de langues parlées n'aide pas vraiment à la compréhension en cas de problème sur le bateau.

Les membres de l'équipage ne sont donc pas les seuls à devoir craindre les bateaux de croisière où tout n'est pas que piscine, toboggan, et buffet à volonté. Un article évoquait d'ailleurs le cas d'un couple de passagers laissés à quai parce que le mari était malade. Les sociétés n'ont en effet aucune obligation légale à soigner un passager blessé ou malade.

La croisière de l'amour est bel et bien un mythe.

Commentaire d'internaute.

1- *"Ce n'est que la partie visible de l'iceberg. Travaillant dans le monde maritime (transport pétrolier), je vois tous les jours des bateaux sous pavillon Maltais, Italiens, Anglais, Suédois ou autres qui sont armés par des pays d'Europe de l'Est pour les officiers et par des Philippins comme hommes d'équipage. Ils travaillent comme des fous, sont mal traités par leurs officiers et ont juste le droit de la boucler ou de débarquer si cela ne va pas."*

2- *"C'est la tendance ... l'ultra-libéralisme est là, partout, ennemi de l'homme... Les ultra-libéraux. On leur a laissé le pouvoir, ils rêvent de nous renvoyer à Germinal. Pourquoi? Pour pouvoir se payer une 6ème Masserati... un 5ème appartement à Manhattan... Ou dans le 16ème... Ils n'ont rien dans la tête que le fric et le veau d'or... A pleurer."*

Un appel du Comité Valmy 18 août 2012

Appel à faire cesser l'agression contre la Syrie et à refuser la participation de la France à celle-ci. (20.08)

À tous les Français

Nous sommes aujourd'hui l'objet d'une longue et importante campagne médiatique qui nous abreuve de mensonges à propos de la Syrie. Cet acharnement des médias de la pensée unique a pour but de nous faire accepter la participation de la France à une agression criminelle contre un pays souverain, qui fut longtemps un pays ami et que nous avons aussi, autrefois occupé sous mandat de la SdN. Cette agression que subissent déjà l'État-nation et le peuple syrien, viole les lois internationales, les traités signés par notre pays, notre constitution et nos lois.

Ainsi :

Comment qualifierait-on, en France, l'appui que donneraient l'Allemagne, la Suisse ou l'Espagne par exemple, par la mise à la disposition de bases, d'armements, d'argent, de munitions, de matériel de communication, de service de propagande sans nuance, à des groupes armés et fanatisés, ces groupes attaquant notre gendarmerie, notre police, détruisant à l'explosif les trains, les aéroports, les lignes électriques, assassinant fonctionnaires, journalistes, élus, choisis sur critères ethniques ou religieux ? Que diraient les États-Unis si le Canada ou le Mexique se livraient contre eux à des attaques semblables ?

Qui est tué en Syrie ? La moitié des morts estimées entre 17 et 20.000 par les occidentaux appartiennent aux forces gouvernementales, dites de « répression ».

Le seul correspondant accepté par nos journalistes et les médias en France, leur source unique concernant la situation en Syrie est une officine partisane (une seule personne en réalité) pilotée par les services secrets britanniques, l'autoproclamé « Observatoire Syrien des Droits de l'Homme ».

Comment qualifiait-on chez nous pendant l'Occupation la radio et les journaux inféodés à l'ennemi du peuple et de la nation ? « Radio Paris est allemand ».

Même si, et beaucoup d'entre nous ont conscience que ce n'est pas le cas, Bachar Al Assad était bien le dictateur affirmé par les médias du système, les Syriens qui refusent l'agression de leur pays souverain par des hordes étrangères seraient-ils pour autant des suppôts de cette prétendue dictature ?

La France et l'Angleterre sont entrées en guerre pour défendre la Pologne de Pilsudski, qui coopérait juste avant avec Hitler ; les millions de personnes qui ont dénoncé les guerres US contre l'Irak soutenaient le peuple irakien agressé et pas nécessairement Saddam Hussein.

Comment ose-t-on parler de « la communauté internationale », comme si elle était unie ou majoritaire, alors que les réunions organisées par l'OTAN et les émirats et rassemblant de pseudo « amis de la Syrie », concernent moins de population que la dernière réunion de Téhéran, le jeudi 9 août 2012, où plus de la moitié de la population mondiale était représentée ? Cette majorité des peuples, n'en déplaise aux pseudos « humanitaires » ou aux « bobos de gauche ou de droite », dénonce l'alliance agressive de l'OTAN, des euro occidentalistes, du Japon avec des émirats et les salafistes et djihadistes du Proche-Orient. Les peuples prennent conscience du risque grandissant de guerre mondiale qui ne pourrait être que nucléaire. Ils n'acceptent plus les guerres d'agression déclenchées sous des prétextes aussi divers que mensongers comme en Irak, Afghanistan (il n'y eut aucun ultimatum ni déclaration de guerre), Yougoslavie, Côte d'Ivoire, Libye, et qui aujourd'hui avec la Syrie servirait de détonateur à une conflagration généralisée.

Si la France officielle installée dans une logique de guerre et qui déjà soutient de différentes manières l'agression extérieure, notamment en fournissant des armements et des spécialistes aux extrémistes salafistes aux origines diverses, franchissait le pas de la guerre ouverte que certains réclament dans ses rangs, alors nous nous trouverions du mauvais côté, celui des fauteurs de guerre que nous imposent les politiques, les journalistes et les « élites » autoproclamées qui monopolisent le pouvoir au détriment de la souveraineté populaire.

Nous, organisations et citoyens d'horizons divers, de sensibilités différentes, estimons avoir le devoir d'alerter sur le péril imminent qui menace non seulement l'honneur et les valeurs de la France, les principes de notre République, mais également, au-delà, notre sécurité, notre vie et celle de nos enfants. Au nom de la paix et du respect de ces valeurs, nous demandons que cesse cette agression contre la Syrie, afin de briser l'engrenage d'une nouvelle guerre mondiale, que seuls les peuples peuvent empêcher.

Comité Valmy

Cet appel ouvert à la signature des citoyens qui souhaitent contribuer à cette initiative, est initié par le Bureau national du Comité Valmy ainsi que par des personnalités et des militants d'organisations et de sensibilités diverses.

La liste des premiers signataires sera publiée ultérieurement.

Contact et signatures : Claude Beaulieu, Comité Valmy :
<http://www.voltairenet.org/email125512.html?lang=fr>

Un article du Réseau Voltaire du 21 août 2012

La France, victime de son allégeance aux USA. (22.08)

par Thierry Meyssan.

Les Français pensent souvent que l'économie est leur priorité et que les questions internationales ne les concernent pas directement. Ils déplorent donc le suivisme de leurs dirigeants derrière les États-Unis, mais s'en accommodent. Pourtant, comme le montre Thierry Meyssan, ce sont bien des choix de politique étrangère qui déterminent l'actuelle mauvaise santé de l'économie française.

François Hollande avait fait campagne en dénonçant à la fois la gestion catastrophique de son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, et son style vulgaire et matuvu. Il avait annoncé un changement immédiat. 100 jours après son investiture, il a certes changé de style, mais pas de politique. La France continue à s'enfoncer obstinément dans la crise.

Les principaux sujets débattus par la presse française —et surtout la manière dont elle les aborde— illustrent la soumission de la classe dirigeante à la domination états-unienne et justifient l'immobilisme actuel.

- Les Français craignaient qu'une fois les élections passées, plusieurs grandes entreprises annoncent des plans de licenciement. Aussi la diffusion d'une note interne de PSA Peugeot Citroën envisageant la fermeture des usines d'Aulnay-sous-Bois et de Sevelnord, impliquant la suppression de plus de 8 000 emplois sans compter les sous-traitants affectés, a fait l'effet d'une bombe. Le gouvernement s'est alors livré à une gesticulation impuissante, convoquant le patron de PSA et mettant en cause sa compétence, puis agitant le stéréotype du grand patronat exploitant la classe ouvrière.

En réalité, PSA Peugeot Citroën est engagé dans un processus d'alliance avec Général Motors. Relayant les pressions du lobby sioniste états-unien United Against Nuclear Iran (UANI), GM a exigé de son partenaire français qu'il cesse son travail en Iran, ce qu'il a fait sans contrepartie. Or, PSA Peugeot Citroën réalisait un quart de ses activités dans la République islamique.

Dans cette affaire, le patronat français s'est couché devant le diktat US, et le gouvernement n'a pas osé le dénoncer. Tous deux ont préféré se donner la réplique sur de faux problèmes économiques plutôt que d'avouer à leur opinion publique qu'ils sacrifient leur économie aux exigences de Washington.

- Une autre polémique s'est déclenchée à propos des gaz de schistes. Le sous-sol français en aurait les plus importantes réserves européennes après la Pologne. Nicolas Sarkozy a fait délivrer 64 permis d'exploration. Le candidat François Hollande s'est engagé à faire marche arrière au vu des effets désastreux des techniques de fracturation sur l'environnement. Mais en définitive, son gouvernement a multiplié les déclarations contradictoires pour finalement laisser l'exploration se poursuivre.

Là encore, la classe dirigeante anime un faux débat pour ne pas avoir à étaler au grand jour sa servitude volontaire. La presse explique que les faibles coûts des gaz de schistes amélioreraient la compétitivité de l'industrie. Il conviendrait donc de mettre en balance la relance économique et les problèmes écologiques.

Plus prosaïquement, l'exploitation des gaz de schistes est une directive de la Maison-Blanche, formulée dans le plan Cheney de 2000 et poursuivie par l'administration Obama. Il s'agit d'empêcher par tous les moyens Paris de s'approvisionner en gaz russe, ce qui le conduirait inévitablement à s'éloigner de Washington pour se rapprocher de Moscou.

Il est à noter que, soumis au même dilemme, la classe dirigeante allemande a refusé les pressions états-uniennes. Le patronat a choisi d'approvisionner son industrie en gaz russe. L'ex-chancelier social-démocrate Gerhard Schröder est lui-même devenu président du directoire du gazoduc North Stream qui approvisionnera son pays à la fin de l'année. Et le maintien en fonction de la chancelière atlantiste Angela Merkel ne s'explique que par la volonté du patronat de temporiser avec Washington durant cette période charnière.

- Autre grand sujet traité par la presse : le débat opposant Nicolas Sarkozy à son successeur à propos de la Syrie. Le président sortant souligne que François Hollande n'est pas capable de faire là-bas ce que lui a réussi en Libye. Avec la finesse qui le caractérise, le lobbyiste Bernard Henry-Lévy accuse Vladimir Poutine de tuer les enfants d'Alep et demande des avions pour bombarder les soudards du tyran el-Assad.

M. Hollande est pris au piège de sa lâcheté. Il avait accepté que le mandat du Conseil de sécurité pour protéger la population libyenne soit utilisé pour renverser Mouammar el-Khadafi. Loin de poursuivre en justice M. Sarkozy pour cette guerre illégale qui fit 160 000 victimes, il s'excuse aujourd'hui de ne pouvoir en faire autant en Syrie. Avec une candeur feinte, son ministre des Affaires étrangères explique que l'on ne peut violer ouvertement le droit international en bombardant Damas, mais qu'on peut toujours le violer avec discrétion, en armant des terroristes par exemple.

Cette dérive n'est pas nouvelle. Trois ministres successifs, Bernard Kouchner (indépendant), Alain Juppé (droite) puis Laurent Fabius (gauche), se sont appliqués à détruire la politique étrangère qu'ils avaient reçue en héritage. De défenseur des Nations, la France est devenue exécutante obéissante de la doctrine Blair d'«*ingérence humanitaire* ». Ils n'ont pas même l'excuse cynique de l'exploitation coloniale : ce sont les Anglo-Saxons qui ont tiré le plus gros profit des combats livrés par la France contre le peuple libyen et, à coup sûr, ce sont encore les Anglo-Saxons qui se tailleront la part du lion du gaz libanais, si la France continue d'alimenter la guerre secrète contre le peuple syrien et de se faire haïr au Proche-Orient.

Soigneusement divertis par leurs médias, les Français ne semblent toujours pas faire le lien entre la trahison de leurs élites et leurs problèmes économiques.

Un article de Reuters du 23 août 2012

En Afrique du Sud, la misère cerne les mines de platine. (24.08)

MARIKANA, Afrique du Sud (Reuters) - Des enfants jouent tandis que chiens et poules fourragent près des eaux usées qui s'écoulent des latrines creusées à même le sol à l'ombre de la mine de Marikana, à une centaine de km au nord-ouest de Johannesburg, d'où est extrait le platine utilisé en bijouterie et dans le secteur automobile.

Des habitations délabrées entourent cette mine exploitée par le troisième producteur de platine au monde, Lonmin, mais également d'autres gisements dans la province du Nord-Ouest, première région minière de platine au monde.

"On ne peut pas vivre décemment ou élever des enfants. Cinquante personnes partagent un WC. Nous n'avons pas l'eau", explique une femme prénommée Pinky, épouse d'un foreur en grève à Marikana. Elle partage avec son mari et ses deux enfants un baraquement en tôle d'une seule pièce.

La mine et ses habitations sordides ont été le théâtre des violences sociales qui ont tué 40 mineurs, deux policiers et deux agents de sécurité la semaine dernière, dans l'incident de sécurité le plus meurtrier depuis la fin de l'apartheid en Afrique du Sud il y a 18 ans.

Un rapport de la fondation Bench Marks, organisation liée à l'Eglise qui enquête sur les conditions sociales, estime que les conditions de vie des mineurs noirs d'Afrique du Sud de la "ceinture de platine" étaient les pires du pays.

"Les conditions (de vie) dans la commune construite par Lonmin sont consternantes. Les systèmes d'évacuation en panne font que les eaux se déversent directement dans la rivière en trois points différents", détaille le directeur exécutif de Bench Marks, John Capel, ajoutant que la situation a été laissée sans surveillance ces cinq dernières années.

Ces circonstances, ajoutées à un coût de la vie en forte augmentation et une demande de meilleurs salaires, ont conduit à la grève violente des travailleurs de Marikana, qui a culminé jeudi avec la mort, le 16 août, de 34 mineurs tués par balle par la police.

Et pourtant, le Congrès national africain (ANC) au pouvoir, à l'avant-garde de la lutte contre l'apartheid, est né aussi du rejet de l'exploitation de la main d'oeuvre noire et pauvre qui travaillait dur dans les mines du pays.

L'ANC de Nelson Mandela avait promis une vie meilleure pour tous quand il est arrivé au pouvoir à la fin de l'apartheid en 1994.

RETOUR AUX PIRES HEURES DE L'APARTHEID

"Tout d'un coup, notre pays a basculé dans les années noires de son passé et nous avons vu la 'nation arc-en-ciel' disparaître rapidement dans le sillage d'une telle brutalité", a déclaré Mathole Motshekga, chef du groupe parlementaire de l'ANC au cours d'un débat mardi.

Mais malgré des milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures, les logements, les services de santé et l'éducation, les disparités de revenus et le chômage ont proliféré dans la première économie du continent africain, les demandeurs d'emploi chroniques contribuant à implanter un sous-prolétariat massif.

Alors que les mineurs ont vu leurs salaires augmenter progressivement avec le temps et les compagnies minières construire des écoles, des hôpitaux et des routes pour aider les communautés vivant autour des gisements, beaucoup parmi les 500.000 personnes travaillant dans le secteur ont encore du mal à joindre les deux bouts.

Lonmin fournit aux travailleurs qui vivent seuls des logements communs faits de dortoirs en briques avec eau courante et électricité.

Ceux qui souhaitent vivre avec leurs conjoints et leurs enfants se voient accorder une allocation pour les aider à trouver un logement, soit dans le bidonville attenant, Wonderkop, soit ailleurs.

Le salaire de base des mineurs s'élève à environ un demi-millier de dollars par mois mais en ajoutant les primes de production et les avantages sociaux, le salaire brut est presque doublé, selon les données de la profession et des pouvoirs publics.

Mais l'argent est vite dépensé, la plupart des mineurs entretenant deux foyers, l'un sur la mine ou à proximité, et l'autre pour la famille élargie qui vit séparément au village. Selon les chiffres de la profession, un mineur subvient en moyenne aux besoins de huit à dix personnes.

Commentaire.

J'ai écrit dans une causerie précédente que l'on devait absolument tout aux mineurs. J'y ai réfléchi encore par la suite et je confirme, je dis bien absolument tout, même le pétrole ne pourrait pas être extrait sans les machines qui servent à creuser la roche, les pipelines pour l'acheminer, les réservoirs pour le stocker, etc. car ils ont été réalisés à partir des métaux ou matériaux que les mineurs ont extraits du sous-sol. Quant à l'agriculteur, sans le travail du mineur, pas de matières premières pour fabriquer des tracteurs, des pelles ou des tuyaux d'arrosage, pas d'engrais, pas de pesticides (pour nous empoisonner), etc.

Quand vous mangez une tomate, vous avez le droit de penser aux mineurs, quand vous passez un coup de fil, vous avez le droit d'y penser aussi, quand vous allez passer une radio aussi, et quand vous montez dans votre bagnole, c'est l'image du mineur qui apparaît dans le rétroviseur.

Les gueules noires, le développement du capitalisme leur doit tout et plus encore. Sans les mineurs, la civilisation humaine disparaîtrait ou retournerait à l'Age de pierre.

Dans cette société pourrie, quand certains tentent de justifier que l'ouvrier ou l'employé est pauvre et doit affronter les pires difficultés pour survivre, pendant que les nantis baignent dans la luxure et s'empiffrent comme des porcs, il y a encore du boulot pour vaincre la crasse ignorance, inhumaine, immorale, de nos contemporains, des petits-bourgeois et des couches moyennes en particulier, laissons les bourgeois où ils sont avant qu'on leur fasse payer tous leurs crimes.

Un article du figaro.fr du 24 août 2012

Le président péruvien trébuche sur une mine d'or. (25.08)

Durant 48 heures, cette semaine, la région de Cajamarca, au nord du Pérou, a encore vécu au rythme des grèves et des manifestations contre le projet minier porté par l'Américain Newmont. Dans la capitale, Cajamarca, les habitants sont descendus dans la rue alors que les écoles et les commerces fermaient leurs portes. À Bambamarca, ils sont montés jusqu'aux lagunes menacées de disparition, à 4.000 mètres d'altitude, pour y passer une nuit glaciale: *«Il faut défendre l'eau que nous consommons et que nous utilisons pour nos cultures»*, affirme l'un des leaders, engoncé dans deux anoraks et un poncho.

Depuis l'arrivée de Newmont et de sa future mine d'or et de cuivre baptisée Conga, l'investissement le plus important du pays (4,9 milliards de dollars), rien ne va plus à Cajamarca. Au dire des partisans du projet, c'est une opportunité *«attendue depuis plus de 20 ans»*, qui générera des milliers d'emplois. Selon les opposants, menés par le président de la région Gregorio Santos, lié à l'extrême gauche péruvienne, cette nouvelle mine, qui s'étendra sur plus de 3 000 hectares et entraînera l'assèchement de quatre lagunes, va compromettre l'approvisionnement en eau de 40 000 personnes.

L'indécision d'Humala

Un sondage publié mercredi dans le quotidien Peru21 affirme que 78 % de la population locale sont contre la mine. Mobilisés depuis neuf mois, ces *«anti»* ont su mener cette semaine leur mobilisation dans le calme. Mais cela n'a pas été toujours le cas. Le 3 juillet, après l'occupation des bureaux du maire de Celendin, favorable au projet Conga, l'armée a tué cinq personnes en tirant dans la foule.

Un drame qui symbolise les relations ambivalentes qu'entretient le Pérou avec l'industrie minière. Premier producteur mondial d'argent, deuxième pour le cuivre et le zinc, sans oublier l'étain (3e), le plomb (4e) ou l'or (6e), ce pays va attirer en 2012 un investissement minier record de 10 milliards de dollars, et 50 autres milliards sont prévus pour les cinq prochaines années. Mais la mine, et l'inégale répartition de ses bénéfices, est aussi à l'origine de la plupart des 152 conflits sociaux qui déchirent le pays, selon l'office du Défenseur des droits. *«Ce sont des bombes à retardement qui peuvent exploser à tout moment et générer des réactions en chaîne dans le pays, analyse le politologue Luis Benavente, de l'université catholique de Lima. Ils sont le principal obstacle à la gouvernabilité, aux investissements.»*

Emblématique par sa taille, le projet Conga est aussi exemplaire de l'indécision du président péruvien, Ollanta Humala. Cet officier nationaliste, arrivé au pouvoir en juillet 2011 sur un programme de gauche, avait réussi à mobiliser les Péruviens sous le slogan *«oui à l'eau, non à l'or»*. Conga, adopté en 2010 par son prédécesseur libéral Alan Garcia, a ainsi été stoppé en attendant que Newmont propose des solutions aux paysans de Cajamarca. Le 23 juin, coup de théâtre. Dans un discours à la nation, Ollanta Humala donne le feu vert à Newmont, qui promet de construire des réservoirs capables de stocker dix fois le volume des lagunes.

Dossier enlisé

Depuis, rien n'a calmé les populations locales: ni l'instauration de l'état d'urgence ni la désignation de représentants de l'Église catholique pour tenter une médiation. Ollanta Humala a dû changer deux fois de gouvernement et le dossier Conga est toujours enlisé. Ou peut-être même enterré. Le 17 août, Richard O'Brien, PDG de Newmont, déclarait que *«les conditions n'étaient pas réunies»* pour l'exploitation de la mine. Dans les journaux péruviens, les éditorialistes ont aussitôt prophétisé *«la mort de Conga»*. Une perspective qui fait trembler Jorge Merino, le ministre de l'Énergie et des Mines: *«Les autres investisseurs attendent de voir ce que va devenir le dossier Conga avant de se décider... Nous ne sommes pas l'unique pays minier du monde.»*

Un article de lexpress.fr du 25 août 2012

Tunisie: le patron de la chaîne des Guignols locaux va en prison. (26.08)

L'émission satirique de Guignols tunisiens diffusée sur Ettounissiya TV a été arrêtée brusquement la semaine dernière. "Je vais en prison dignement", a déclaré Sami Fehri.

Le patron de la chaîne qui diffusait l'émission satirique de Guignols tunisiens, Ettounissiya TV a indiqué samedi être sur le point d'être placé en détention, accusant le pouvoir de chercher à faire taire une chaîne critique du pouvoir.

L'émission avait été arrêtée brusquement la semaine dernière.

"*Je vais en prison dignement*", a déclaré Sami Fehri à l'antenne de la radio Express FM, au lendemain de la décision d'un tribunal de Tunis ordonnant son placement en détention. "*Tout cela m'arrive à cause de quatre Guignols*", a-t-il ajouté en référence à l'émission de marionnettes satiriques.

Pression des autorités

Selon l'agence de presse officielle TAP, il est accusé de "*d'usage illicite des ressources de l'Etablissement de la télévision tunisienne*" à l'époque du régime du président déchu Zine el-Abidine Ben Ali. Dans la semaine, Sami Fehri avait déclaré avoir décidé d'arrêter la diffusion des Guignols à la suite de pressions des autorités. Il n'avait alors pas souhaité être cité afin de protéger sa chaîne, mais le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) avait relayé l'information.

Samedi, Sami Fehri a précisé à Express FM avoir subi les pressions de Lotfi Zitoune, un influent conseiller du chef du gouvernement, Hamadi Jebali, issu du parti islamiste au pouvoir, Ennahda. "*Lotfi Zitoune m'a contacté et m'a dit qu'il y avait un grand mécontentement et que ce que la chaîne diffusait était inacceptable*", a-t-il déclaré.

Emission satirique

L'émission de marionnettes, lancée en mars dans une version hebdomadaire avant de devenir quotidienne il y a moins d'un mois, a été brusquement arrêtée la semaine dernière, alors qu'elle traitait de manière satirique la vie politique, raillant particulièrement les dirigeants du pays et d'Ennahda. Sami Fehri a fondé Ettounissiya TV en mars 2011, quelques mois après la révolution tunisienne. Il était auparavant associé au sein d'une société de production, Cactus, à la famille de l'épouse du chef de l'Etat déchu, les Trabelsi.

Cette affaire intervient alors que le climat entre les médias et le gouvernement est délétère. De nombreux organes de presse et des représentants de la société civile accusent les islamistes de chercher à contrôler les médias jugés trop critiques à l'égard de la politique du gouvernement. Vendredi, le Syndicat national des journalistes tunisiens a annoncé une grève générale du secteur en signe de protestation, dont la date doit être fixée dans deux semaines.

Un article de Liesi du 23 août 2012

Quand les escrocs en col blanc gouvernement impitoyablement, sans foi ni loi. (27.08)

Pourquoi des personnages comme Timothy Geithner, le secrétaire au Trésor US, poursuivent-ils leur mission de représentant des Etats-Unis alors qu'ils devraient être entre quatre murs ? Plus on creuse sur les scandales liés à la manipulation du Libor, plus on s'aperçoit qu'il s'agit de l'un des grands crimes du siècle.

Quand il s'exprime pour commenter les silences complices de Timothy Geithner sur les manipulations du Libor, l'ancien gouverneur de l'Etat de New York, Eliot Spitzer, n'hésite pas à comparer son crime à celui des pires pédophiles lourdement condamnés pour crime.

« Le rôle de Geithner a été dévoilé lors de la déposition de l'ancien directeur de la Barclays, Robert Diamond, devant une commission d'enquête du Parlement britannique. En effet, il a révélé que Barclays avait été en contact avec la Réserve fédérale de New York à l'époque où Geithner la dirigeait, au sujet du Libor. La Fed de New York, censée garder Wall Street dans le collimateur, joue un rôle de régulation tout spécial. A la suite des propos de Diamond, une série de courriels rendus publics a confirmé que les autorités de la Fed, y compris Geithner, n'ont rien fait pour arrêter les menées des banques qui fixaient le Libor, dont ils étaient au courant. Pire, ils ont accordé à ces mêmes banques des milliers de milliards de dollars de fonds et de crédits. Barclays à elle seule a obtenu 868 milliards de dollars de prêts, au loyer de 0 % ! Geithner a personnellement envoyé un email aux autorités britanniques le 1er juin 2008, leur suggérant de renforcer la gouvernance et d'établir une procédure crédible de déclaration des taux, et d'éliminer l'incitation à faire de fausses déclarations. Il savait donc bel et bien que la procédure comportait de sérieux défauts. Pourquoi n'a-t-il pas intenté de poursuites contre ceux qui trichaient ? » (Source Strategic Alert)

Chose incroyable, malgré ces magouilles honteuses, la marionnette préférée de Wall Street qui a su rouler dans la farine des millions d'électeurs, un certain Barack Obama, à qui Wall Street devrait ériger une statue pour le remercier d'avoir ridiculisé le peuple américain durant cinq longues années, a récompensé Geithner en faisant de lui LE secrétaire au Trésor du pays !

Pour l'heure, des enquêtes se multiplient contre les banques qui furent renflouées après avoir spolié leurs clients. Des actions sont même intentées par des gouvernements locaux et d'Etat, ainsi que les fonds publics de retraite, et d'autres qui ont été victimes de la manipulation des taux. Ces entités ont perdu des milliards de dollars, du fait que le guichet investissement des banques universelles leur ont vendu des swaps sur taux d'intérêt et d'autres formes d'assurance contre le risque, alors que le guichet banque des mêmes institutions truquaient les taux, obligeant leurs clients à payer beaucoup plus.

Des responsables de Baltimore font valoir que la ville a dû payer la différence à cause de la manipulation des taux sur des centaines de millions de dollars empruntés par la ville. Et de Californie, la ville d'Oakland a renvoyé Goldman Sachs en raison de l'assurance frauduleuse qu'elle lui a vendue. 75 % des grandes villes américaines ont des contrats de swaps liés au Libor. En 2010, des municipalités ont versé 4 milliards de dollars de sanctions pour avoir annulé de tels contrats.

Entre-temps, pour verser les honoraires aux escrocs, les gouvernements sont obligés de couper les budgets de santé, d'éducation et de sécurité, de fermer des postes de police, des services de pompiers, des hôpitaux etc., pour équilibrer le budget.

Non seulement le secrétaire d'Etat au Trésor n'est pas en prison, mais il ose jouer au conseiller des Etats européens, que ses amis banquiers ont torpillé par des manipulations incessantes sur les taux. Il faut bien comprendre Timothy Geithner : comme il semble pouvoir transgresser sans limite les lois des hommes, pourquoi s'arrêter en si bon chemin. D'autres pensaient jouir de certains passe-droits, même à la tête d'institutions supranationales. Mais il arrive (parfois) un moment où certaines factions oligarchiques décident de s'offrir une victime qui, du jour au lendemain, se retrouve nue comme un ver. De cela, Timothy Geithner devrait réfléchir à deux fois.

Un article de Liesi du 21 août 2012

Le scandale de l'Euribor – Complicités entre banquiers et gouvernements sur l'art de ruiner les citoyens. (27.08)

Le cadavre de l'Euribor trouve toute sa place à côté de celui du Libor. L'Euribor est l'acronyme du European Interbank Offered Rate, établi lors de la création de l'euro en 1999, qui détermine sur une base quotidienne le coût des dépôts interbancaires à court terme dans l'Eurozone. Si 43 banques de la zone euro constituent le cœur de la commission d'Euribor, d'autres banques étrangères à la zone, comme Barclays ou JP Morgan, en font partie aussi.

Barclays a déjà avoué aux autorités américaines avoir également faussé ses déclarations concernant l'Euribor. Et les autres ? Est-il pensable que l'Euribor soit resté « *propre* », alors que tout le monde savait que son concurrent, le Libor, était truqué ? A noter que l'Euribor est appliqué à un volume de 220 000 milliards d'euros de contrats dérivés.

La manipulation du taux interbancaire a des conséquences non seulement pour les millions de personnes ayant contracté un prêt hypothécaire et obligées de payer des intérêts plus élevés, mais aussi pour des centaines de municipalités en Europe ayant acheté des swaps sur taux d'intérêt, notamment en France, en Italie et en Allemagne. En Italie, plus de 400 administrations municipales et régionales ont une exposition de 66 milliards, et le gouvernement italien détient quelque 100 milliards de swaps sur taux d'intérêt. En France, le ministère de l'Economie estimait, en novembre 2008, que sur les 135 milliards d'euros de dettes des collectivités territoriales françaises, 15 à 20% d'entre elles étaient constituées de produits structurés, dont les taux fluctuaient selon des formules complexes en fonction de certaines devises comme le Franc suisse, mais aussi du Libor et de l'Euribor.

Le plus grand vendeur de tels swaps en Europe n'est autre que la banque franco-belge Dexia, qui a été renflouée à hauteur de 162 milliards d'euros par les contribuables. Par ailleurs, Dexia est intimement liée à Barclays, qui a fait fonction d'agent pour la vente des actifs de la franco-belge. (Source: EIR)

Un article de 20minutes.fr du 27 août 2012

Unilever se prépare à un «*retour de la pauvreté*» en Europe. (28.08)

Le responsable pour l'Europe du géant anglo-néerlandais de l'agroalimentaire et des cosmétiques Unilever affirme dans un entretien paru lundi voir «la pauvreté revenir» sur le continent, et veut adapter en conséquence sa stratégie.

«*La pauvreté revient en Europe*», a déclaré Jan Zijderveld au quotidien allemand Financial Times Deutschland, ajoutant: «*Si un Espagnol ne dépense plus en moyenne que 17 euros quand il fait les courses, je ne vais pas lui proposer un paquet de lessive qui coûte la moitié de son budget*».

Jan Zijderveld dit vouloir s'inspirer désormais en Europe des méthodes utilisées par Unilever dans les pays asiatiques en développement, en vendant des produits meilleur marché car en plus petit conditionnement.

«Celui qui s'en sort ici y arrivera partout»

«*En Indonésie nous vendons des échantillons individuels de shampoing pour 2 à 3 centimes pièce et pourtant nous gagnons de l'argent*», dit le responsable en Europe d'un groupe chapeautant des marques telles que Dove (savon), Magnum (crème glacée), Knorr (épicerie) ou Cajoline (adouçissant).

Le Financial Times Deutschland rapporte qu'Unilever a par exemple commencé à vendre en Espagne de petits paquets de lessive ne permettant de faire que cinq machines.

«*Les marchés en Europe sont un peu les Jeux olympiques de la distribution: le plus difficile! Celui qui s'en sort ici y arrivera partout*», a déclaré Jan Zijderveld.

Commentaire d'un internaute

- "Il se trompe de discours ce mec, il aura du dire UNILEVER participe à l'appauvrissement du monde en fermant des unités de production comme FRALIB à GEMENOS, pour s'installer ailleurs ou il peut sous-payer les salariés pour faire plus de fric. Où est Montebourg ? Que l'Europe devienne un continent de pays en voie de développement, il s'en fout complètement."

Commentaire.

En Inde, tout est également vendu à l'unité ou en sachet représentant une dose, le thé ou le shampoing ou encore les médicaments par exemple.

Ce qui est en train de se produire en Espagne, Italie, Portugal, Grèce, etc. la paupérisation généralisée en Europe, je l'avais évoquée en 2005...

Un article du Monde du 27août 2012

Il faut renforcer la mobilité des travailleurs européens. (28.08)

Par László Andor, commissaire européen chargé de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion.

Il est facile d'oublier combien une liberté est importante une fois qu'on s'y est habitué. Cependant, la liberté de circulation des travailleurs est un principe fondamental de l'intégration européenne.

La décision du gouvernement français de faciliter l'accès des travailleurs bulgares et roumains à certaines professions constitue un pas dans la bonne direction. La décision prise récemment par l'Irlande d'ouvrir son marché du travail était déjà une réponse positive à l'appel lancé par la Commission européenne à lever ces restrictions, et j'espère que d'autres Etats membres feront de même.

La liberté de circulation des travailleurs est l'un des fondements de l'Union européenne. Faire en sorte qu'il soit facile pour les citoyens de l'UE de changer de pays pour raison professionnelle renforce le potentiel économique des pays membres.

Les études sur la mobilité au sein de l'UE consécutive à l'élargissement indiquent avec constance que les travailleurs d'autres pays de l'UE ont eu un impact positif. Ils ont contribué à donner un coup de fouet aux économies des pays d'accueil ainsi qu'à la diversification des compétences, et ils ont travaillé dans des secteurs et métiers où des postes vacants demandaient à être occupés. En outre, leur mobilité est bénéfique pour leurs pays d'origine en contribuant à leur croissance grâce aux émoluments ou aux compétences acquis à l'étranger. A l'heure actuelle, la France accueille environ 87 000 citoyens bulgares et roumains, dont plus des trois quarts sont en âge de travailler. L'ouverture totale du marché du travail serait très utile pour les secteurs qui connaissent une pénurie de compétences, tels que le bâtiment, le transport, le tourisme, l'agriculture, l'hôtellerie et la restauration.

Si nous avons l'intention de nous diriger vers un véritable marché du travail européen, nous devons lever les obstacles à la mobilité professionnelle. Les énormes fossés qui séparent pays et régions en termes de taux de chômage, d'un côté, et de taux de postes vacants, de l'autre, indiquent que nous n'exploitons pas suffisamment le potentiel que représente la mobilité. Au vu de la crise de l'emploi, caractérisée par une combinaison de niveaux de chômage qui demeurent élevés dans beaucoup de domaines, et d'offres d'emploi non pourvues dans des régions ou secteurs en forte croissance, sans parler des défis démographiques auxquels l'UE va être confrontée, nous ne pouvons pas nous permettre de restreindre la libre circulation.

Par conséquent, nous devons continuer à démanteler tout obstacle légal et pratique qui subsiste. J'ai présenté des mesures dans ce sens dans le cadre du "paquet emploi", en avril. Garantir la portabilité des retraites en fait partie, tout comme les obstacles ayant trait aux compétences auxquels la Commission s'attaque par le truchement de programmes d'apprentissage et de formation tels qu'Erasmus.

D'un autre côté, du point de vue du développement économique des pays d'Europe centrale et orientale, il est crucial également de créer les conditions pour que les jeunes restent au pays, afin que tout le monde contribue à l'économie, et d'encourager ceux qui sont partis à revenir. Cela ne veut pas dire qu'il faut mettre un frein à l'épanouissement ou à la mobilité des personnes, mais plutôt qu'il faut encourager la mise en place de réformes institutionnelles et administratives qui aboutissent à ce que suffisamment de moyens soient investis dans les infrastructures et dans le capital humain.

Afin d'améliorer la compatibilité entre emplois proposés et demandeurs d'emploi par-delà les frontières, nous prévoyons de moderniser dès cet automne le portail Eures pour les demandeurs d'emploi, en le rendant plus interactif. En outre, des programmes ciblés de mobilité professionnelle vont être lancés qui pourront se focaliser sur des groupes cibles, secteurs, métiers et pays particuliers en fonction des besoins du marché. Un exemple est votre premier emploi Eures qui a été lancé par la Commission pour aider les jeunes qui cherchent un emploi à travers toute l'Europe.

Partout en Europe nous cherchons le moyen de sortir de la crise. J'estime que cela ne sera possible qu'à travers une approche européenne de l'emploi, qui nous permette de voir plus loin que nos frontières nationales. Lever les restrictions sur la circulation des travailleurs représente un pas dans la bonne direction.

Commentaire d'un internaute.

- "L'avenir que cet eurocrate féodal promet aux peuples européens, c'est celui d'une précarisation et d'une nomadisation généralisées, au service exclusif des intérêts du grand capital et de la haute finance : une forme contemporaine et rénovée de servitude. Les images dramatiques des destructions de camps de roms préfigurent le sort que les eurocrates et les financiers nous réservent."

Un article lepoint.fr du 28 août 2012

Le traité budgétaire européen exige un vrai débat démocratique. (29.08)

Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point", intervient sur les ondes de RMC du lundi au vendredi à 8 h 20 pour sa chronique politique "Le parti pris".

La ratification du traité budgétaire européen - qui prévoit la fameuse "règle d'or" pour interdire les déficits - divise la gauche et sème le trouble au sein du PS. Votre parti pris : le traité budgétaire exige un vrai débat démocratique. Vous trouvez qu'il n'a pas lieu ?

Ce qui agite la gauche, c'est un trouble, un malaise face à ce qui ne peut apparaître que comme un reniement. Quoi que l'on pense du bien-fondé de ce traité, il faut se rappeler que François Hollande l'a dénoncé durant toute sa campagne. Il avait promis de "*renégocier*" ce texte, dont il disait qu'il symbolisait le renoncement des gouvernants européens (Sarkozy et Merkel en tête) face à la crise et aux marchés financiers. Or c'est ce texte au mot près qu'il demande à sa majorité de voter. Et en plus, Jean-Marc Ayrault et Martine Aubry exigent le silence dans les rangs - chez les Verts comme au PS. Ce n'est pas à proprement parler ce qu'on peut appeler faire vivre le débat.

Vous trouvez que Jean-Luc Mélenchon a raison de réclamer un référendum sur ce sujet ?

Il ne serait pas illogique de consulter les citoyens dès lors que la souveraineté budgétaire de la France est en cause - même indirectement. Or c'est bien le cas puisque le traité prévoit des sanctions automatiques en cas de manquement à la "*règle d'or*". Cela dit, le Conseil constitutionnel s'est contorsionné pour dire que la ratification du traité n'impose pas le référendum. Au grand (et lâche) soulagement de F. Hollande et de l'UMP, car tout le monde sait qu'un vote des Français se solderait très probablement par le rejet du traité. C'est bien pour cela que Mélenchon le réclame. Et c'est pour cela qu'il n'aura pas lieu. C'est tout de même un comble, en démocratie, de s'abstenir d'interroger les citoyens quand on sait qu'ils ne sont pas d'accord !

Jean-Marc Ayrault réclame l'unité de la majorité pour éviter le risque d'affaiblir le président de la République face aux partenaires européens, et notamment l'Allemagne. Est-ce que c'est un bon argument ?

Le silence n'est sûrement pas une bonne politique. Oui, une division de la majorité sur ce point fragiliserait François Hollande - mais la division existe déjà et on voit mal comment les Verts au moins pourraient voter le texte sans se renier ouvertement. Surtout, l'absence de débat affaiblit bien davantage la démocratie elle-même que le président - et elle creuse encore davantage le discrédit de l'idée européenne dans l'opinion. À chaque étape, les promoteurs de la construction européenne ont cherché à imposer leurs vues par une forme d'intimidation - cette idée qu'il n'y aurait pas d'autre politique possible. La crise a achevé de rendre insupportable cette pensée obligatoire. D'ailleurs, ce débat qu'on veut escamoter, il a lieu dans d'autres pays et notamment en Allemagne - y compris au sein du SPD, le parti social-démocrate allemand.

Est-ce que la question de fond n'est pas de savoir s'il existe - ou pas - une alternative aux politiques d'austérité qui sont menées aujourd'hui en Europe ?

Évidemment. De plus en plus d'économistes de premier plan disent que les saignées imposées aux économies européennes vont finir par tuer les malades. L'une des forces de F. Hollande pendant sa campagne a été de contester cette évidence. Qu'il s'y soit finalement rendu, c'est peut-être le choix de la raison - admettons. Mais un tel revirement en quelques mois d'exercice du pouvoir mériterait une pédagogie moins désinvolte - et moins autoritaire. Il ne faut pas confondre la discipline budgétaire, qui est une vertu du pouvoir, et la discipline politique, qui est un abus de pouvoir.

Commentaire.

Nous n'avons pas besoin que monsieur Gattegno nous rappelle que l'élection de Hollande a constitué une véritable écoquerie que tous ceux qui ont appelé à voter pour lui ont couvert sous des prétextes divers, à commencer par les membres du PS et futurs élus.

Effectivement, l'UE est une institution illégitime qui n'a pu se construire qu'en piétinant la démocratie avec laquelle elle est incompatible, ce dont elle fait la démonstration quotidiennement depuis sa création avec le soutien notamment des médias comme Le Point, monsieur Gattegno ne nous contredira pas sur ce point.

La méthode du PS qu'il dénonce ici est exactement la même qu'avait employée Mitterrand 30 ans auparavant, et aussi loin que vous rechercherez, vous constaterez que le PS n'en connaît pas d'autres d'ailleurs, et si on devait le définir en un mot on dirait qu'il est une escroquerie permanente avec laquelle les uns et les autres dans notre camp s'accommodent depuis des lustres, toujours sous de bons prétextes évidemment, en tordant l'histoire dans tous les sens on parvient toujours par lui faire dire ce qui nous arrange.

Le parti de l'ordre officiel, l'UMP, n'agit pas autrement que le PS évidemment et n'a pas d'autre objectif non plus sur le fond, donc finalement que ce soit sur la méthode ou les objectifs l'osmose est quasiment parfaite. N'est-ce pas là l'essentiel qu'il faut retenir pour définir nos rapports avec ces partis, au lieu de divaguer sur les origines lointaines du PS avec lesquelles il a rompu il y a près d'un siècle ?

Gattegno a raison quand il affirme qu'une division au sein du PS sur la question du TSCG affaiblirait Hollande, quoiqu'il sache pouvoir compter sur l'UMP en dernier ressort, d'autant plus que l'UMP peine à se remettre de sa débâcle électorale et de la défaite de Sarkozy.

Hollande profite également jusqu'à présent de la neutralité bienveillante des agences de notation et de Washington, donc il ne faut pas faire un plat des états d'âme passagers d'une trentaine de députés tout au plus, qui rentreront sagement à la niche d'ici peu. Et puis entre eux, ils se connaissent très bien, Hollande sait qu'il n'a à faire qu'à des roquets qui donnent de la voix le temps que la caravane passe.

Montebourg et Cie n'étaient-il pas il y a peu encore des farouches opposants à Hollande, sur le nucléaire, la finance, etc., une fois devenu ministres, ils sont rentrés dans le rang. Comment croyez-vous que les choses se sont passées quand Mitterrand a brutalement changé de cap en 1982-83 ?

Exactement de la même manière, et parfois ce sont les mêmes qui nous refont le coup, peut-être parce qu'on a entretenu le mythe d'un courant de gauche au sein du PS qui n'a existé en réalité que le temps qu'un mirage se forme et disparaisse, qui selon le principe : cause toujours il en restera quelque chose divisera utilement l'avant-garde, ce sera toujours cela de gagner... pour le compte du régime en place.